



FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Le chef de l'Etat appelle au changement des mentalités

Lors de son message à la nation, délivré la veille de la célébration, hier 15 août, de la fête de l'indépendance, le président de la République a réitéré son vœu de voir le Congo gagner le pari de l'autosuffisance alimentaire, à travers l'investissement de tous dans les activités agricoles. Notant que sous la colonisation, et même après l'indépendance, l'agriculture était toujours reléguée en arrière-plan, les Congolais se passionnant tous pour « des emplois de bureau », Denis Sassou N'Guesso a appelé au « changement des mentalités » en faveur d'« une véritable révolution agricole ». Sur ce point, le chef de l'Etat a particulièrement interpellé les jeunes afin qu'ils se mettent au service du développement économique et social du pays.

Page 16



Une prise d'armes marque les 61 ans de l'indépendance



Le Congo a célébré la fête nationale du 15 août à travers une prise d'armes symbolique organisée à l'esplanade du

Palais des congrès en raison des contraintes liées à la pandémie de Covid-19. Placée sous l'autorité du président de la République, Denis

Le haut commandement militaire Sassou N'Guesso, la cérémonie a été marquée par le discours évocateur du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. Page 2

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Réouverture à la circulation de la partie effondrée de la corniche

Le tronçon de la route de la corniche situé entre le restaurant Mami Wata et le ministère de la Défense a été rouvert à la circulation le 14 août par le ministre de l'Aménagement du territoire, Jean Jacques Bouya, après sa réhabilitation par la société chinoise, China Road and Bridge Corporation. Les travaux ont porté sur la construction de 716 pieux de 15m de profondeur, du mur de soutènement sur une longueur de 230 mètres et des terrassements généraux. Ils concernaient aussi le remplacement des câbles électriques et à fibre optique sous la chaussée. Page 5



: Une vue de la route de la Corniche/Adiac

CHU DE BRAZZAVILLE

De nombreux défis attendent le nouveau directeur général

Le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a installé le 13 août le nouveau directeur général du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville, le Pr Thierry Alexis Raoul Gombé. Au regard de la situation prévalant au sein de cette structure sanitaire, la nouvelle équipe dirigeante est appelée à relever des défis, notamment dans les domaines du management, des soins, des équipements techniques, de la formation et de la gestion des ressources humaines. Page 7



DISPARITION

Le sénateur Manoukou Kouba inhumé au mausolée Marien-Ngouabi

Décédé le 2 août dernier à Brazzaville, à l'âge de 68 ans, le président de la Commission affaires juridiques et administratives du Sénat et membre du bureau politique du Parti congolais du travail, Jean-Pierre Manoukou Kouba a reçu, le 14 août, un dernier hommage de la nation, rendu par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, avant son inhumation au mausolée Marien-Ngouabi. « Pour cette race d'hommes, il faut aussi s'engager dans

l'action pour connaître la valeur des phénomènes et des circonstances qui fondent le jugement et la raison. Jean-Pierre Manoukou Kouba, tel un sage, savait toucher le concret même si cela n'est pas ce qu'il y a de plus beau demeure le plus utile pour vivre ... », a écrit le chef de l'Etat dans le livre de condoléances. Page 3

Éditorial

Amitiés

Page 2

ÉDITORIAL

Amitiés

Une heureuse coïncidence. Le 15 août 1960, le Congo accédait à sa souveraineté ainsi que seize autres pays africains la même année. A cette même date du 15 août aussi, très loin d'ici, en Asie, pour être précis, l'Inde s'était-elle affranchie du joug colonial, mais en 1947. Les deux nations ont donc fêté hier dimanche, pour le premier ses soixante-et-un ans d'indépendance et pour le second, ses soixante-quatorze ans.

Brazzaville et New Delhi entretiennent des relations de bon niveau comme en témoigne la présence dans l'une et l'autre capitale des deux Etats, d'une représentation diplomatique. Même s'il n'y a pas de célébrations communes de ces moments historiques, le message livré par le partenaire indien à travers son ambassade dans la capitale congolaise plaide en faveur de la consolidation de cette coopération.

Dans ce message repris en intégralité en page annonce de la présente édition, l'Inde réitère son soutien au Congo en matière d'électrification rurale, de développement du système du transport urbain, et de création d'une cimenterie. Elle rappelle la série de bourses d'études entièrement payées offertes aux étudiants congolais, la formation des cadres et employés congolais des secteurs publics et privés dans de nombreuses filières.

A ces moments précis où la crise économique et financière qui frappe l'économie mondiale n'est pas encore résorbée et où la pandémie de covid-19 est loin d'être éradiquée, la solidarité peut jouer un rôle majeur dans la stabilité des Etats. Il ne s'agit pas d'en faire un leitmotiv des prises de parole officielles dans les enceintes internationales, mais de prêcher par l'exemple.

A côté des efforts d'ordre bilatéral, les institutions financières internationales sont appelées à ne pas abandonner les pays qui ont besoin de leur aide pour sauver les grands équilibres nationaux. Le Congo, comme bien d'autres nations qui subissent de plein fouet les effets conjugués des crises multiformes mentionnées ci-haut, et font preuve d'une résilience à toute épreuve, attend de ses différents partenaires multilatéraux un soutien en compensation des réformes qu'il a entreprises depuis.

Les Dépêches de Brazzaville

FÊTE NATIONALE DU 15 AOÛT

Une prise d'armes marque les 61 ans de l'indépendance

Le Congo a célébré la fête nationale du 15 août à travers une prise d'armes symbolique organisée à l'esplanade du Palais des congrès en raison des contraintes liées à la pandémie de Covid-19.



Le chef de l'État saluant le drapeau national

Placée sous l'autorité du président de la République, Denis Sassou N'Goussou, la cérémonie a été marquée par le discours évocateur du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso.

Dans son évocation le PM, chef du gouvernement, a insisté sur la place et le rôle de l'État dans l'édification d'une nation. Attributs symboliques, hymne, drapeau, langue officielle. Il a rendu hommage aux pères de l'indépendance et aux différents chefs ayant présidé aux destinées du Congo depuis son accession à la souveraineté in-

ternationale.

Anatole Collinet Makosso a par ailleurs invoqué le multilatéralisme et les destins communs des nations autour des valeurs de coopération d'entraide et de solidarité.

«Nous ne trahirons jamais les engagements de nos pères fondateurs»,

L'histoire est passée par là, la nature souveraine de tous les États est ainsi à préserver pour bâtir un monde libre, démocratique et prospère.

«Nous ne trahirons jamais les engagements de nos pères fondateurs », a insisté le Premier ministre en prônant la cohésion nationale.

Les Dépêches de Brazzaville

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimmo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Goussou, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Goussou, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Goussou, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

TRANSACTIONS FINANCIÈRES

Sensibiliser les parlementaires à la lutte contre le blanchiment d'argent

L'Agence nationale d'investigation financière (ANIF) organise le 16 août à Brazzaville, un atelier de sensibilisation des députés et sénateurs à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

La rencontre sera présidée par le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Rigobert Roger Andely. Elle bénéficie de l'appui technique de l'Office Nations unies contre la drogue et le terrorisme (ONUDD). Sont conviés à cette séance de sensibilisation : les députés et sénateurs, membres des commissions économie, finances et exécution du budget ; défense et sécurité ; affaires étrangères et affaires juridiques et administratives.



Le ministre Rigobert Roger Andely

Les experts de l'Agence nationale d'investigation financière vont édifier les parlementaires sur les méfaits du blanchiment des capitaux, du financement du terrorisme et la prolifération des armes légères. Un phénomène dangereux et destructeur qui touche plusieurs pays à travers le monde.

La sensibilisation sera suivie d'un séminaire de formation prévue du 16 au 19 août, à l'attention des autorités spécialisées en matière d'enquête, de poursuite pénale, ainsi que celles chargées de l'application de la loi y afférente concernant le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes massives. Rappelons que l'ANIF a été créée par décret n°2008-64 du 31 mars 2008.

Dirigée par André Kanga, la structure a pour missions de réaliser la réception, l'analyse, le traitement de l'information financière en vue de sa transmission à l'autorité judiciaire pour d'éventuelles poursuites. L'ANIF dispose d'une indépendance dans ses prises de décision sur toutes les affaires relevant de sa compétence.

F.O.

DISPARITION

Le chef de l'Etat rend hommage à Jean-Pierre Manoukou Kouba

Décédé le 2 août dernier à Brazzaville, à l'âge de 68 ans, le président de la Commission affaires juridiques et administratives du Sénat, Jean-Pierre Manoukou Kouba a été inhumé le 14 août au mausolée Marien-Ngouabi. Peu avant, un hommage lui a été rendu par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso.

« Pour cette race d'hommes (...) il faut aussi s'engager dans l'action pour connaître la valeur des phénomènes et des circonstances qui fondent le jugement et la raison. Jean-Pierre Manoukou-Kouba, tel un sage, savait toucher le concret même si cela n'est pas ce qu'il y a de plus beau demeure le plus utile pour vivre, à quoi sert le savoir s'il n'est pratiqué ? », a écrit le chef de l'Etat dans le livre de condoléances.

Dans l'oraison funèbre, il ressort que Jean-Pierre Manoukou Kouba fut un personnage quelque peu atypique, tant au plan professionnel que politique. Né le 11 mai 1953 à Brazzaville, des parents originaires du département du Pool, l'illustre disparu qui a succombé d'un arrêt cardiaque, fit ses études primaires et secondaires avec succès. Il a décroché son baccalauréat technique en 1971 au lycée Victor-Augagneur à Pointe-Noire. Ce diplôme lui ouvrit les portes de l'Europe. D'abord en Allemagne où il a obtenu une licence de langue anglaise, avant de s'envoler pour la France.

Là-bas, il a arraché un diplôme supérieur dans le domaine des affaires puis un autre en technologie, option agro-industrie. Jean-Pierre Manoukou Kouba a aussi suivi des formations profession-



Denis Sassou N'Gusso devant la dépouille de Jean-Pierre Manoukou-Kouba/Adiac

nelles en banque et commerce. Il a débuté sa carrière professionnelle comme mandataire près de la bourse de commerce de Paris en France. De retour au pays, il est nommé, en 2008, superviseur du syndicat de liquidation de la société Air Afrique.

Sur le plan politique, il a marqué son parti, le Parti congolais du travail (PCT) par son activisme et son militantisme. Son engagement lui a permis de grimper si vite les échelons du parti. Militant de terrain, a reconnu la direction du PCT, Jean-Pierre Manoukou Kouba, accède au comité central à la faveur du congrès de 2006. Pour des services rendus à la fédération du Pool, il est nommé, de 2008 à 2011, secrétaire aux

finances de ladite fédération.

A l'issue du congrès de 2011, l'illustre disparu est hissé à la tête de cette fédération, avant d'intégrer le bureau politique. Au dernier congrès de 2019, il est nommé au secrétariat permanent du bureau politique, au département des affaires économiques. Jean-Pierre Manoukou Kouba meurt au poste de sénateur, président de la Commission affaires juridiques et administratives (CAJA).

Peu avant son inhumation au mausolée Marien-Ngouabi devant le chef de l'Etat, son parti et la majorité présidentielle lui ont témoigné de leur gratitude au siège communal du PCT à Mpila. Il laisse une veuve et trois enfants.

Firmin Oyé

LE FAIT DU JOUR

La terre fuit

On peut l'exprimer ainsi. Notre planète est fatiguée. Elle se dérobe sous nos pieds et nous le montre à travers la déferlante des inondations, la fonte des glaciers, la multiplication des feux de forêts, la saturation des océans, le degré de plus en plus élevé des températures. Toutes ces formes d'expression de notre environnement commun nous laissent peu ou prou indifférents.

Dans l'ensemble, chacun s'occupant quasiment de ce qui le regarde, nous continuons, tête baissée, à nuire à la terre. Bâtir sa petite case sur le sommet d'une colline qui finit par se détruire, amonceler des immondices à un endroit qu'il

vaudrait mieux tenir propre participent de la prédation presque invisible des sols qui ajoute aux dégâts collatéraux. De leur côté, les puissances industrielles, en grande partie responsables de ce qu'il nous arrive, poursuivent leur course éperdue vers plus d'accumulation des biens et engins de domination de leurs potentiels concurrents.

En raison des alertes répétées des experts, des chiffres alarmants communiqués dans différents rapports qu'ils ont rendus publics ces temps-ci par des institutions spécialisées, peut-être que les accumulations de richesses mentionnées plus haut ne sont finalement que gesticulation sans lendemain. Le signal

d'alarme entendu des climatologues fait, en effet, état d'une « alerte rouge » pour l'humanité. A quoi cela peut-il se résumer ? A peu-près à ce que « tout est vanité ».

Comme s'ils en prenaient conscience sans engagements cohérents pour affronter les défis du changement climatique, les dirigeants politiques alignent des vœux lourdement inopérants. Pour l'essentiel, ils se contentent de rappeler le « défi immense » auquel le monde fait face, mais regardent ailleurs quand il s'agit d'aborder les questions de fond liées aux énergies fossiles. Comment, en effet, se passer du gaz, du pétrole et du charbon après avoir des grands empires industriels

dont c'est le nœud de la prospérité ?

Par ailleurs, comment s'occuper des questions d'environnement pour l'intérêt général si les Etats eux-mêmes ne font rien pour apaiser les relations entre eux ? Du 1er au 12 novembre se réunira à Glasgow, en Ecosse, la COP26. A quelques semaines de ce rendez-vous important, il faut prier que les participants dans un élan de sursaut collectif lèvent les obstacles qui minent la mise en œuvre des politiques audacieuses de réduction des émissions des gaz à effet de serre pour espérer vaincre l'immobilisme climatique actuel.

Gankama N'Siah

Communiqué de la coordination nationale de gestion de la pandémie du coronavirus suite à sa réunion du jeudi 12 août 2021

Il s'est tenu, le jeudi 12 août 2021, de 11h00 à 12h05 minutes, par visioconférence, sous la très haute autorité de son excellence M. Denis Sassou N'Gusso, président de la République, chef de l'Etat, la 25e réunion de la Coordination nationale de gestion de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

A été invité à se joindre aux membres de la coordination nationale, le Pr Antoine Ange Abena, vice-président du Comité d'experts. Deux points étaient inscrits à l'ordre du jour, à savoir :

- L'examen du 25e rapport de la task force à la coordination nationale de gestion de la pandémie de coronavirus (Covid-19) ;
- Les recommandations de la coordination nationale.

De l'examen du 25e rapport de la task force près la coordination nationale de gestion de la pandémie de coronavirus (Covid-19). Invité par le président de la République à prendre la parole, M. Firmin Ayessa, ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, président de la task force, a informé les membres de la coordination nationale que la pandémie à covid-19 demeure une menace permanente dans le monde entier au regard des évolutions récentes des variants et de mesures restrictives de circulation arrêtées par nombre de pays.

I. Evolution de la pandémie à covid-19

Le nombre de cas rapportés au niveau mondial est de 200 840 180 au 15 juillet 2021, soit une augmentation de 12 711 228 cas confirmés.

Le nombre de décès a augmenté de 206 564.

Comme dans les autres continents, l'Afrique continue à enregistrer des cas confirmés dus aux variants en circulation entre les pays.

Le variant indien de la covid-19 a été identifié dans cinq pays du continent, à savoir la RDC, l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Ouganda et le Maroc.

Quant au variant britannique, il circule dans toute l'Afrique centrale.

Evolution de la pandémie de covid-19 au Congo

Les données épidémiologiques enregistrées du 16 juillet au 6 août 2021 montrent que le Congo n'est pas épargné par l'augmentation du nombre de cas confirmés et par la circulation des variants britannique et indien.

Au 5 août 2021, notre pays comptait 13 293 cas depuis le 14 mars 2020, dont 12 631 cas guéris et 472 cas actifs et déplorait 179 décès, pour un taux de létalité de 1,35%.

En vingt jours, le Congo a enregistré 243 nouveaux cas. Les départements de Brazzaville et de Pointe-Noire demeurent l'épicentre de la pandémie.

Les données de la prise en charge des patients covid-19 à la date du 5 août 2021 se présentent comme suit :

A Brazzaville :

- sept patients en hospitalisation dont : deux dans les structures publiques, avec un sous oxygène, cinq dans les structures privées ;
- 157 patients suivis à domicile.

A Pointe-Noire :

- huit patients en hospitalisation dont six dans les structures publiques, avec trois

sous oxygène, deux patients dans les structures privées, avec un sous oxygène ; - 207 patients suivis à domicile.

Dans la Bouenza : deux patients en cours de suivi.

II. Evolution de la vaccination

Poursuivant son propos, le ministre d'Etat, Firmin Ayessa, a rappelé aux membres de la coordination nationale que la stratégie de prévention la plus durable demeure la vaccination. Elle permet de protéger la population contre les formes graves de la covid-19 et de lutter contre la propagation de la pandémie.

Au niveau mondial, le nombre de doses administrées au 7 août 2021 est de 4,2 milliards. En Afrique, le nombre de doses administrées est de 64 009 958, soit une couverture vaccinale de 1,69%.

Le Congo, qui a démarré sa campagne de vaccination le 24 mars 2021, a reçu à ce jour 509 000 doses de vaccins.

Au 5 août 2021, le nombre total de doses administrées est de 255 988, soit 160 945 personnes ayant reçu leurs premières doses et 111 788 personnes complètement vaccinées.

La vaccination est déployée dans tous les départements du pays avec le vaccin Sinopharm. Elle se fait également avec le vaccin Sputniklight en dose unique. L'utilisation du vaccin Sputnik Light est en train de s'étendre aux autres départements avec les expériences pilotes de Mpouya, de Pokola et de la Bouenza.

Après avoir été informée de la situation des stocks de vaccins disponibles, la coordination nationale a invité les autorités compétentes à s'assurer de la livraison attendue pour ce mois d'août de doses de vaccins Johnson & Johnson, en prenant toutes les dispositions nécessaires.

Enfin, les membres de la coordination nationale ont été informés de la mise en œuvre du plan de distribution mené par l'Unité de gestion des produits médicaux en rapport avec la riposte à la pandémie.

II/- De la mise en oeuvre des décisions de la coordination nationale et propositions de recommandations

Lors de sa dernière session du 23 juillet 2021, la coordination nationale de gestion de la pandémie à coronavirus (Covid-19) avait insisté sur le déploiement de la vaccination dans tous les départements du pays. Elle a noté avec satisfaction que cette mesure a rencontré une adhésion encourageante de la population qui s'est traduite par une augmentation particulièrement remarquable de plusieurs milliers de personnes vaccinées au cours des vingt derniers jours.

La coordination nationale a été informée de l'accord de principe obtenu des compagnies aériennes pour que des dispositions soient prises pour établir, dans les prochains jours, des vols directs à destination et au départ de Brazzaville.

La coordination nationale propose des mesures nouvelles dont la mise en œuvre concerne d'une part, de façon spécifique, certains ministères et d'autre part, de façon générale, toutes les administrations publiques placées sous l'autorité du Gouvernement.

Ces mesures se présentent ainsi qu'il suit :

1. Pour le ministère des Finances
Faire exécuter les dispositions inscrites dans la loi de finances rectificative 2021 concernant, notamment :

- le Fonds covid-19: 10 milliards de FCFA;
- le Fonds national pour la vaccination contre le coronavirus covid-19: 5 milliards FCFA;
- le Fonds national de solidarité pour le soutien des entreprises : 6 milliards FCFA.
- l'accord de financement de 12 millions de dollars avec la Banque mondiale dédié à la vaccination et au renforcement des actions de communication.

1. Pour le ministère de la Santé
-Faire obligation aux personnels de la santé et des enseignements à se vacciner dans les meilleurs délais ;

- Inviter les étudiants qui souhaitent prendre part aux concours d'entrée à l'université à inclure dans leur dossier d'inscription la preuve de leur vaccination ;

- Présenter un plan national de riposte à la pandémie covid-19 actualisé. Ce plan de riposte devra comporter des indicateurs nécessaires à l'évaluation des mesures édictées, et le cas échéant, les dispositions à prendre pour l'allègement de certaines restrictions ;
- Prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de la réception des dons de vaccins promis par les partenaires.

2. Pour toutes les administrations placées sous l'autorité du gouvernement :

La coordination nationale avait invité, lors de sa précédente réunion, les membres du gouvernement, dans l'esprit et la lettre de la note circulaire du 6 juillet 2021 du Premier ministre, chef du gouvernement, à mettre en œuvre sans délais toutes les actions devant amener les fonctionnaires et agents placés sous leur autorité à se faire vacciner ; l'administration d'Etat et les structures sous tutelle devant donner l'exemple à l'ensemble de la population :

Des dispositions y relatives ont déjà été prises au niveau des ministères suivants :

- Finances
- Affaires sociales
- Communication
- Affaires foncières
- Environnement
- Promotion de la femme
- Fonction publique
- Transport
- Administration du territoire
- Enseignement supérieur.

Les autres administrations sont appelées à faire autant.

Enfin, les mesures antérieures ci-après sont reconduites :

1. Proroger l'état d'urgence sanitaire pour une nouvelle période de vingt (20) jours, à compter du 14 août 2021;
2. Maintenir le couvre-feu à Brazzaville et à Pointe-Noire, de 23 heures à 5 heures du matin, pendant les jours ouvrés, et de 20 heures à 5 heures du matin le samedi, le dimanche ainsi que les jours fériés ;
3. Maintenir le port obligatoire et conforme du masque de protection ;
4. Faire observer, partout et partous, toutes les mesures barrières
5. Poursuivre les campagnes de sensibilisation et de prévention ;
6. Recommander à toutes les catégories socio-professionnelles, cibles de la vaccination, de se faire vacciner et inviter les employeurs, tant publics que privés, à inci-

ter leurs employés à en faire autant ;

7. Organiser régulièrement le dépistage des personnes les plus exposées au risque de contamination ;

8. Organiser les conditions d'un dépistage systématique des voyageurs venant de l'étranger aux points d'entrée de notre pays

9. Limiter à cinq jours (lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi) l'ouverture des marchés domaniaux à Brazzaville et à Pointe Noire ;

10. Réaliser régulièrement des tests rapides antigéniques nasopharyngés dans tous les départements du pays pour le dépistage de routine de la Covid-19 ;

11. Maintenir l'interdiction de l'utilisation des tests rapides antigéniques salivaires dans les points d'entrée et de sortie du territoire ;

12. Interdire les promenades en groupe de plus de trois personnes sur les voies et espaces publics, notamment la Corniche et les alentours des stades de Brazzaville ainsi que les bords de l'océan Atlantique à Pointe-Noire et dans le Kouilou ;

13. Exiger la présentation, à la frontière, d'un test PCR négatif pour tous les passagers au départ et à l'entrée du Congo, à l'exception des enfants de moins de dix (10) ans ;

14. Organiser la mise en quatorzaine, à leurs frais, à Brazzaville et à Pointe-Noire, des personnes en provenance de pays à forte circulation des variants ;

15. Obliger, sous peine de fortes amendes, les transporteurs en commun (autocars, taxis, trains, bateaux, hélicoptères et avions) et privés (voiture, bateaux et avions privés) à respecter la distanciation physique et à exiger de tout passager à bord le port conforme du masque de protection individuelle ;

16. Exiger des gérants des bars, restaurants et autres lieux de rassemblement de privilégier l'accueil des clients ou du public en extérieur et d'aérer des espaces d'intérieur lorsqu'ils reçoivent de la clientèle ou du public ;

17. Faire respecter les gestes barrières pendant le déroulement de tout événement familial, notamment les mariages, veillées funèbres, levées de corps et obsèques ;

18. Maintenir la fermeture des boîtes de nuit et autres lieux de danse ;

19. Autoriser la reprise des entraînements et des compétitions de sports collectifs, tout en invitant les autorités compétentes, notamment les fédérations sportives, à s'assurer que le nombre de personnes autorisées à y assister soit de cinquante personnes au maximum.

Fait à Brazzaville, le 12 août 2021

Pour la coordination nationale de gestion de la pandémie de coronavirus (Covid-19),

le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones

Pour le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, en mission.

VOIRIES URBAINES

Remise en service de la route de la corniche

La route de la corniche a été rouverte à la circulation le 14 août par le ministre de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et de l'entretien routier, Jean Jacques Bouya.

Confiés à la société China road and bridge corporation (CRBC), les travaux de rénovation du tronçon endommagé, situé entre le restaurant "Mami Wata" et le rond-point du ministère de la Défense nationale, ont duré dix-neuf mois. Ils ont porté sur la construction de 716 pieux de 15m de profondeur, du mur de soutènement en béton armé sur une longueur de 230m et sur des terrassements généraux.

Il a également été question de replacer les câbles électriques et à fibre optique sous la chaussée et de procéder au revêtement de la chaussée. En attendant les dernières finitions mineures sur le trottoir principal du côté du fleuve Congo, notamment la reconstruction des abris, la route a été rouverte à la circulation. Mais, elle reste fermée et interdite aux attroupements ou au tourisme de masse, en raison de la crise sanitaire.

« La corniche vient d'être



rouverte à la circulation mais étant donné qu'il y a encore des interdictions à respecter. Ceux qui aimeraient revisiter

leur mystique espace doivent se vacciner contre la Covid-19 pour être libres. Je profite de l'occasion pour interpeller

Une vue de la route de la Corniche Photo Adiac les citoyens inciviques qui viennent creuser les abords de cette voie pour fragiliser l'infrastructure, comme certains

le font sur le tronçon Case de Gaulle-pont du Djoué », a souligné Jean Jacques Bouya.

La remise en service de la route de la corniche est un motif de satisfaction pour le président du conseil départemental et municipal de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, qui estime que cette voie désengorgerait d'autres artères du centre-ville. « Epi-centre de l'attraction de notre ville, la corniche de Brazzaville constitue un point de convergence qui symbolise le vivre ensemble, ciment essentiel de la cohésion sociale. Sa réouverture qui se fait à l'orée de la célébration de notre fête d'indépendance est pour moi un motif de satisfaction car il permet de fluidifier la circulation et de désengorger le boulevard Denis-Sassou-N'Guesso et le centre-ville », a-t-il renchéri.

Firmin Oyé

SAMEB

L'artisanat congolais tout feu tout flamme jusqu'au 20 août

Ouverte le 13 août à Brazzaville, la deuxième édition du Salon des métiers du bois (Sameb) se fermera le 20 août. L'événement vise à mettre en exergue le potentiel forestier congolais ainsi que le savoir-faire des artisans nationaux ayant le bois comme matière première de travail.

Exposant lits, fauteuils, tables, pots de fleur, accessoires de mode, statuettes et bien d'autres articles de construction et de décoration intérieure, essentiellement fabriqués en bois, le Sameb vise, entre autres, la valorisation et la promotion de la production des œuvres en bois local certifié, ainsi que la mise en valeur des différents métiers de ladite filière. Pour le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, cette deuxième édition qui se tient sur le thème « Artisanat, l'un des maillons sûrs de la diversification de l'économie », revêt un intérêt particulier pour le Congo, spécifiquement pour le secteur de l'artisanat en ce qu'il s'inscrit dans les objectifs de développement du pays à court, moyen et long terme.

« Le Sameb constitue un rendez-vous important face aux incertitudes que la situation économique mondiale impose à notre pays. Nous savons tous que l'œuvre artisanale dans toute sa diversité est d'abord et avant tout une œuvre de l'esprit qu'il faut encourager, valoriser, promouvoir et protéger. Mais aussi impulser la formation et le perfectionnement des artisans congolais, afin de les rendre plus compétitifs et plus attractifs sur le marché national, sous-régional, régional et même international », a indiqué le Premier ministre.

Selon lui, l'importante réforme entreprise dans le secteur du bois a permis d'améliorer la gouvernance forestière et d'intégrer les thématiques émer-



Le Premier ministre et sa délégation visitant les stands/Adiac

gentes caractéristiques des évolutions survenues au niveau international. Elle ouvre, en outre, de grandes opportunités au secteur de l'artisanat considéré comme un secteur clé de la diversification de l'économie.

« Le gouvernement attend du

la gestion ou les autres fonctions d'entreprise car elle est source d'amélioration de la compétitivité de nos artisans », a souhaité le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso.

A son tour, la ministre des Petites et

d'emplois reconnu au Congo. L'inscrivant ainsi dans l'essor d'économie de proximité pour consolider la résilience économique congolaise.

Simone Loubienga, maire de Baccongo, estime que la valorisation du bois offrira plus d'emplois et assure-

nat et sollicite des partenaires bilatéraux et multilatéraux, ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds, un accompagnement accru du Congo, en quantité et en qualité, dans son choix de construire désormais la diversification économique en s'appuyant sur la promotion et le développement de l'artisanat local.

Les artisans expriment leur joie

Pour Christian Sanga-Pamba, artisan et antiquaire, exposant des statuettes, des masques, des raphias, cette initiative est une façon de valoriser le bois. A en croire ses propos, peu de Congolais se procurent leurs articles, contrairement aux expatriés qui manifestent plus d'intérêt. Une réalité qui n'enthousiasme pas avec la pandémie de coronavirus, qui a réduit les déplacements internationaux. « Nous invitons la population à venir visiter cette exposition, car elle renferme une grande connaissance de l'histoire de nos origines et de notre terre », a-t-il souhaité.

A Ntadi Bréchie, artisane spécialisée dans la création des bijoux en perle, raphia, argent, or, graine et pagne, de renchérir : « J'invite massivement les Congolais à venir découvrir «le made in Congo». Cette activité est un avantage pour nous, car elle contribue à notre visibilité et à faire connaître nos talents auprès des Congolais. Cela est également un moyen de développer notre secteur artisanal ».

Gloria Imelda Lossele et Merveille Atipo

La valorisation du bois offrira plus d'emplois et assurera une grande visibilité du « made in Congo » dans les salons internationaux.

Sameb une contribution capitale. Je voudrais aussi pouvoir compter sur l'ouverture d'esprit des artisans pour apporter leur expérience dans la valorisation de l'innovation, qu'elle soit technique ou technologique, qu'elle concerne

moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, Jacqueline Lydia Mikolo, a invité le gouvernement à accompagner les artisans pour libérer davantage l'esprit d'entrepreneuriat dans l'artisanat local, en vue de faire de lui le premier pourvoyeur

ra une grande visibilité du « made in Congo » dans les salons internationaux.

A cette occasion, le gouvernement promet l'institutionnalisation, non seulement du Sameb, mais aussi la tenue annuelle de la foire de l'artisa-

FORMATION/EMPLOI

Plus de 250 jeunes édifiés sur les secrets de la réussite

L'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) et le Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage (Fonea) ont organisé conjointement, le 12 août, à Brazzaville, une session pilote sur la « Jeunesse emploi et formation (JEF) ».

Les journées JEF ont pour but principal de former et d'insérer les jeunes. L'occasion a permis aux jeunes diplômés, étudiants ou chômeurs en quête de formation ou d'emploi, de présenter directement aux experts et techniciens leur situation ou profil particulier.

L'objectif de la journée, a expliqué la directrice générale de l'ACPE, Noelly Oyabiki Iwandza, était de mettre à la disposition des jeunes toutes les informations qui leur seront utiles dans leur parcours académique, des outils et des pistes pour savoir comment les orienter en formation ou dans la recherche d'emploi.

« C'est la première d'une série des journées qui vont se dérouler dans d'autres départements du pays. Nous avons choisi cette journée parce qu'elle



L'ouverture de la journée JEF/DR

coïncide avec la célébration de la journée de la jeunesse. Une jeunesse qui constitue la cible que nous visons et qui représente 60% de la population congolaise », a déclaré la direc-

trice générale de l'ACPE dans son allocution.

Après avoir fait l'historique de la naissance des deux institutions, le directeur du Fonea, Patrick Robert Ntsiba, qui se dit déterminé à

former le maximum de jeunes, a relevé l'importance des journées pour la jeunesse, véritable cible. L'organisation des journées JEF est une innovation du ministère de la Jeunesse et des Sports, de

l'Education civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de société du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso. Les journées s'étendront également dans tous les départements du pays.

« Nous sommes un service public. Et il faut souligner que le service public est gratuit, c'est-à-dire qu'il n'y a rien à payer lorsqu'une entreprise veut recruter. Elle doit plutôt se conformer à la législation et se rapprocher de l'ACPE », a déclaré la directrice de l'ACPE.

Depuis un certain temps, le Fonea et l'ACPE, antenne de Pointe-Noire, ont su valoriser la formation professionnelle avec le concours des chefs d'entreprise de la place.

Yvette Reine Nzaba

EDUCATION

L'école inclusive de Kintélé équipée en énergie solaire

Le « Complexe scolaire Emmaüs », situé à Kintélé, dans le département du Pool, s'est doté, le 12 août, de la centrale solaire en vue d'assurer le bon fonctionnement du matériel de transcription et d'impression braille nécessaire à l'enseignement des élèves présentant un handicap visuel.



Visite guidée des installations de la centrale solaire (Adiac)

Le projet d'électrification solaire a été financé par la Mission évangélique Braille, partenaire de l'association « Viens et Vois » à plus de 33 millions francs CFA. Il fait suite à la convention signée en juillet 2020 entre les deux partenaires et l'association des Ingénieurs et architectes solidaires (IAS) que dirige Bernard Bérout.

Le président de l'association IAS a présenté les caractéristiques de cette centrale solaire. En effet, poursuit-il, les travaux ont été réalisés dans les délais à la demande de la responsable du secteur coopération au développement de la Mission évangélique braille, Alexandrine Meunier.

La source renouvelable comprend soixante panneaux photovoltaïques de 290 Watts crête, une batterie de 48 volts avec une capacité de 1500 Ampères-heures et deux onduleurs-chargeurs solaires de 5 kilowatts alimentant deux phases de 230 volts. « La centrale est entièrement automatique. La seule opération de maintenance est le nettoyage des panneaux solaires avec de l'eau et une tirette en caoutchouc quand la saleté s'y accumule. En période des pluies, l'inclinaison des panneaux provoque un auto-nettoyage », a expliqué Bernard Bérout, précisant que les équipements sont placés par orientation différentes afin de jouer le rôle de relais dans la réception d'énergie.

Le promoteur de cette école inclusive, également directeur général du Complexe Emmaüs, Emerson Massa, a souligné de son côté l'importance de la traversée de l'équateur au Congo dans son mot de circonstance.

Le Congo, poursuit-il, bénéficie d'environ 13 heures de rayons solaires sur 24 heures par jour. La construction de cette centrale électro-solaire permettra au Complexe Emmaüs d'exploiter les bienfaits du soleil. « Le bon fonctionnement du matériel de transcription et d'impression nécessite une alimentation électrique stable. L'acquisition de ce matériel en octobre prochain rendra le complexe autonome pour la production du matériel braille et fera de l'école un centre de ressource ainsi qu'un modèle de référence pour les autres acteurs de l'éducation inclusive au Congo », a-t-il indiqué. Par ailleurs, il a promis d'instruire le comité de gestion pour l'entretien régulier de l'ouvrage qui constitue un gage pour la valorisation de la ressource naturelle.

Lydie Gisèle Oko

THÈSE DE DOCTORAT

L'évolution sociale des pays du Vicariat du Loango sous l'impulsion de l'action des pères du Saint Esprit (1880-1930)

L'abbé Dave Espoir Ngoma Louamba a été élevé au grade de docteur de l'Université Marien-Ngouabi, avec mention « très honorable avec les félicitations du jury », lors de sa soutenance publique le 27 juillet dernier, à l'auditorium de la grande bibliothèque universitaire à Brazzaville, sous la direction de thèse de feu le Pr Dominique Ngoïe Ngalla et la codirection du Pr Michel Alain Mombo.



L'abbé Dave Espoir Ngoma Louamba entouré des membres du jury de sa soutenance du 27 juillet 2021, à l'Université Marien Ngouabi/DR

La mention obtenue est justifiée par l'originalité et la qualité de la thèse, insufflée par les approches qui ont servi d'outils d'analyse à l'impétrant. En effet, au cours de cette soutenance, l'abbé Dave Espoir Ngoma Louamba a réalisé, lors de sa communication, une présentation sur son travail de recherche axé sur « l'évolution sociale des pays du Vicariat du Loango sous l'impulsion de l'Action des Pères du Saint-Esprit (1880-1930) ».

Dans son œuvre gigantesque, il a démontré que les premiers missionnaires de Loango, les pères du Saint-Esprit, ont été pour beaucoup dans la mission au Congo. C'est de là que le premier pas de la mission est parti, même s'il s'est avéré par la suite un travail à parfaire. De ce fait, l'auteur a parlé d'une troisième évangélisation, c'est-à-dire que partant des premières bases que les anciens missionnaires ont posées, des hommes de sa génération sont venus pour poursuivre leur œuvre en vue de la terminer. Il a souligné que les missionnaires de sa génération ne seront peut-être pas en mesure de l'achever totalement : « Ils viendront aussi ceux qui vont contribuer à l'évolution de la mission », a-t-il soutenu.

Extrait de la thèse : « Pays du Vicariat du Loango, sous l'impulsion de l'action des pères du Saint-Esprit (1880-1930), se donne pour objectif de mieux connaître les civilisations des pays qui allaient former le Vicariat du Loango pour mieux évaluer leur niveau de dégradation au XIXe siècle afin de prendre la mesure du sacrifice des missionnaires. Nous avons analysé le processus des sobres mutations dans lequel

les populations que nous décrivons s'étaient trouvées jeter à la suite des ravages de la traite négrière. Nous avons présenté, donc, un tableau complet de la vie politique de deux blocs, à savoir bloc Téké et bloc Kongo. Nous avons analysé la pensée et l'action des missionnaires confrontés à l'urgence de réhabiliter ces sociétés sur lesquelles s'était implanté le Vicariat du Loango. Les pionniers de la mission dans le Vicariat du Loango se sont fortement affrontés aux multiples questions touchant la foi, mais avaient moins de trente années pour leur véritable bain pastoral. Ces missionnaires ne regardent pas l'étendue de leur juridiction, ayant rencontré des obstacles de taille parmi lesquels le portage des matériaux, l'accueil dans les villages, les difficultés de parler les langues locales. A côté de ces obstacles, ils ont été les auxiliaires ou les catéchistes et ils ont bénéficié aussi de l'apport des colonisateurs ».

A l'issue de la soutenance, l'abbé Dave Espoir Ngoma Louamba a exprimé sa satisfaction. « La joie, je la partage avec tout le monde, mes parents d'abord, mes amis et connaissances qui sont arrivés ; je suis très content de cette décision et m'en réjouis ». Le jury était constitué du président Édouard Ngamounzika, professeur titulaire de l'Université Marien-Ngouabi ; de l'examinateur Yvon Norbert Gambeg, professeur titulaire ; du rapporteur interne Dominique Oba, maître de conférence ; du rapporteur externe, Brice Arsène Mankou, maître de conférence en sciences politiques, Reims-Dysolab, Université de Rouen, Normandie (France).

Marie Alfred Ngoma

MALADIES TROPICALES NÉGLIGÉES

Le Congo adopte un plan de travail pluriannuel de lutte contre la rage

L'allocation des lignes budgétaires conséquentes pour lutter contre la rage a été recommandée, le 13 août à Brazzaville, par les experts congolais en collaboration avec ceux de la FAO et des autres institutions internationales pour la mise en œuvre du plan de travail pluriannuel (2021-2030) de lutte contre cette maladie.

« Dans le Plan national de développement (PND), il n'y a pas une ligne budgétaire pour la rage. Alors, il nous est conseillé d'intégrer dans ce plan les maladies tropicales négligées dont la rage », a expliqué le Dr Aude Prisca Lussakumunu, coordonnatrice nationale du programme de coopération technique de contrôle contre la rage humaine en Afrique centrale.

Pour combattre la rage, les experts de lutte contre les maladies tropicales suggèrent à l'Etat congolais d'actualiser la réglementation en vigueur et de mettre en place une équipe de suivi des activités. Ils conseillent aux décideurs de faciliter l'institutionnalisation de la plateforme One health au Congo, c'est-à-dire l'approche « Une seule santé » qui, implique d'une part, le renforcement des systèmes de santé publique en intégrant les secteurs de la santé humaine et de la santé animale et, d'autre part, la mise en place d'un personnel de santé publique formé.

Les experts de lutte contre les maladies tropicales proposent au gouvernement d'introduire une requête auprès de l'Alliance mondiale contre la rage pour acquérir l'application de gestion des données et de produire un bulletin épidémiologique sur la rage.

« Le bulletin épidémiologique permet de faire le point sur des questions de santé d'actualité en apportant les éléments objectifs de la prise de décision et le point de vue des autorités sanitaires pour éclairer au mieux les éléments du choix de décision », a indiqué Jean Médard Kankou, docteur en épidémiologie.

De même, les participants à cet atelier recommandent à la représentation congolaise de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture de poursuivre son appui technique et de financer la mise en œuvre du plan de travail pluriannuel de lutte contre la rage au Congo.

Par contre, à l'Alliance mondiale contre la rage, ils sollicitent qu'un plaidoyer auprès des partenaires techniques et financiers soit mené pour soutenir le Congo dans la mise en œuvre de son plan de travail pluriannuel.

Fortuné Ibara

CHU DE BRAZZAVILLE

Le nouveau directeur général installé dans ses fonctions

Nommé en Conseil des ministres le 28 juillet, le nouveau directeur général du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville, le Pr Thierry Raoul Gombé, a pris ses fonctions le 13 août à Brazzaville, en présence du ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki.

Plusieurs défis attendent le nouveau directeur général du CHU de Brazzaville. Il s'agit notamment de l'amélioration de la gouvernance hospitalière, du rassemblement et de la mobilisation de toutes les intelligences existantes, de la révision du cadre juridique et de la convention hospitalo-universitaire, de la consolidation des bonnes pratiques administratives, logistiques et comptables, de la mise en œuvre du projet médical « priorité et importation des outils » de gouvernance clinique. A cela s'ajoutent l'organisation des formations en management hospitalier pour faciliter l'éradication et la responsabilisation des cadres, notamment les chefs de service, la lutte contre les comportements déviants en appliquant à la lettre le code de déontologie et en respectant le sermon d'Hippocrate.

Dans le cadre de l'amélioration du cadre de travail, il sera question d'assainir l'environnement du travail ; de réhabiliter le réseau d'eau, d'acquérir des équipements médicaux. Il est prévu, en outre, de finaliser le processus de mobilisation des ressources financières dans le cadre du projet de l'Agence française de développement et de la Banque des Etats de l'Afrique centrale afin de démarrer rapidement les travaux de réhabilitation du centre.

Le nouveau directeur général du CHU de Brazzaville devra améliorer la réactivité des soignants, mettre en place une trousse d'urgence en vue de rendre accessibles les médicaments de première nécessité, mettre en place une pharmacie à usage interne dotée d'un stock conséquent de médicaments et autres produits de santé, apaiser le dialogue social, rétablir la confiance des usagers, redorer l'image publique du CHU.

Le ministre en charge de la Santé, Gilbert Mokoki, qui a présidé la cérémonie, en faisant la lecture de la lettre des missions, a rappelé les orientations du président de la République à élever la santé au rang de première bataille. Le CHU de Brazzaville, qui se situe au sommet de la pyramide sanitaire du Congo, a-t-il dit, doit être l'établissement pilote de la réforme hospitalière. « La prise de conscience du DG entrant m'offre l'occasion de rappeler que l'amélioration de la gouvernance du CHU passe avant tout par l'intériorisation de la dynamique du changement prôner par le président de la République, chef de l'Etat », a-t-il souligné. « Les efforts consentis par le gouvernement vise à doter



Le Pr Jean Rosaire Ibara

le CHU de moyens nécessaires à remplir avec efficacité et efficience ses missions de soins, de formation, de recherche, de participation aux actions de santé publique, pour la plus grande satisfaction des patients, des autorités et des agents du CHU », a assuré Gilbert Mokoki.

Précisons que le nouveau directeur général remplace à ce poste, Denis Bernard Raiche, de nationalité canadienne, qui l'a occupé pendant dix mois.

Le ministre du Contrôle d'Etat, en chargé de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaluers, le Pr Jean Rosaire Ibara, a également pris part à cette cérémonie.

Guillaume Ondzé

MINISTÈRE DES FINANCES

Les agents appelés à se faire vacciner contre la Covid-19

Le ministre délégué au Budget, Ludovic Ngatsé, a invité le 12 août à Brazzaville l'ensemble des agents et cadres des finances à se faire vacciner en vue de limiter le risque de propagation du virus dans les différentes administrations financières.

L'appel a été lancé lors de la visite des stands de vaccination installés dans l'enceinte du ministère des Finances en présence des directeurs généraux des impôts et du domaine, des douanes et des droits indirects ; du trésor ; du budget ; de la Caisse congolaise d'amortissement ; de la Banque postale du Congo ; des ressources humaines et de la formation.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la campagne de vaccination lancée par ledit ministère le 4 août dernier à l'endroit des agents et cadres des administrations fiscales. Selon Marie Ngouari, superviseur de vaccination au site dudit ministère, deux types de vaccins sont administrés aux agents. Il s'agit de Sputnik-light, à recevoir en dose unique, et du Sinopharm, uniquement en deuxième dose. A en croire ses propos, 168 agents se sont déjà fait vacciner : 120 hommes et 48 femmes.

« La campagne a débuté le 4 de ce mois et nous étions censés finir ce 14. Mais, pendant sa visite, le ministre a laissé entendre une éventuelle possibilité de prolongation de deux semaines.



Au départ les agents manifestaient peu d'engouement à l'idée de se faire vacciner mais, depuis un moment, nous recevons 20 à 30 agents par jour », a-t-elle expliqué.

Soulignant l'importance de la vaccination, le ministre délégué au Budget a rappelé que le taux de vaccination contre la Covid-19 en

Europe est nettement plus élevé (50%) contrairement à l'Afrique qui tourne autour d'1 voire 2%. A cet effet, Ludovic Ngatsé estime qu'à l'instar des agents du ministère, il est nécessaire de mobiliser tous les Congolais à la vaccination. « La démarche de vaccination massive permettra à notre pays de ne pas faire face dans l'ave-

des doses dans ses relations avec ses partenaires extérieurs. La vaccination est gratuite, les agents se doivent de saisir cette opportunité qui s'offre à eux. Aussi, comprendre que cette maladie est insidieuse et peut réapparaître dans le temps et ensuite faire beaucoup de ravage. Il nous faut donc nous vacciner afin de diminuer le risque de contamination et de propagation ».

Au terme de la visite, le ministre Ludovic Ngatsé a exhorté les directeurs généraux des administrations fiscales à redoubler d'effort dans la sensibilisation à la vaccination. « La vaccination n'est pas légalement obligatoire mais il est nécessaire. Nous allons continuer ce travail de sensibilisation avec toutes les régies financières. Nous sommes un ministère de souveraineté financière, on ne peut se permettre de prendre des risques de santé liée à tout le personnel. Si nous pouvions limiter les risques en nous faisant vacciner ce serait très bien », a-t-il notifié.

Gloria Imelda Lossele



A l'occasion des festivités marquant le 61^{ème} anniversaire de l'accession de notre Pays à la souveraineté Nationale et Internationale, le Vénérable **Théophile ADOUA** président du Groupe Parlementaire du Parti Congolais du Travail et alliés au Sénat présente à son Excellence, **Denis SASSOU N'GUESSO**, président de la République du Congo, Chef de l'Etat, à son **Epouse** et à toute sa **famille** les Voeux de Longévité, de Prospérité, de Bonheur et de Succès.

BRESIL

SITE ROBERTO BURLE MARX

L'ambassade du Brésil à Brazzaville informe que le site Roberto Burle Marx, situé à l'ouest de Rio de Janeiro à Barra de Guaratiba (Brésil), vient d'être inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco.

Le comité du patrimoine mondial de l'Unesco a reconnu, à l'occasion de sa 44^e session, la « valeur universelle exceptionnelle » du site, pour son impact sur le développement du « jardin tropical moderne » en combinant les idées créatives du mouvement moderniste avec des typologies locales et des plantes tropicales.



IN MEMORIAM (GILBERT PONGAULT)

Gilbert Pongault s'en alla le 14 août 2012 à Brazzaville. Né en 1925 à Bohoulou, village situé dans le district de Mossaka, il est fils du notable et chef de canton Joseph Eyoka et de Céline Mouambossi.

Après une solide formation dans les écoles catholiques, Gilbert Pongault enchaîna diverses expériences professionnelles, notamment auprès des organisations chrétiennes, de la Compagnie de transport fluvial, de Radio Brazzaville (Radio de la France libre pendant la Seconde Guerre mondiale).

Gilbert Pongault adhéra au mouvement syndical grâce à un syndicaliste français, Gérard Esperet, qui fut un de ses amis et compagnon de lutte.

Sa capacité de combat dans les luttes syndicales menées dans le territoire du Moyen-Congo l'amena à assumer, dès les premières années de son militantisme, les fonctions de secrétaire général du Syndicat des travailleurs croyants du Congo. Position qui lui donna la possibilité avec ses compagnons de participer à la lutte pour l'adoption du premier code de travail dans les territoires d'Outre-Mer sous domination française et la création de la Caisse de sécurité sociale, aujourd'hui dénommée la Caisse nationale de sécurité sociale.

Cette capacité au combat pour les droits des travailleurs fut également remarquée par les milieux syndicaux étrangers. C'est ainsi qu'il assumait d'importantes responsabilités syndicales en Afrique et dans le monde : secrétaire général de l'Union panafricaine des travailleurs croyants, membre du bureau de la Confédération internationale des syndicats chrétiens. Des responsabilités qui lui donnèrent la possibilité d'être désigné comme membre du Conseil économique et social de la République Française et administrateur du Bureau international du travail.

En militant syndicaliste, il participa activement aux luttes pour l'indépendance du Congo et à la grève générale qui entraîna, le 15 août 1963, la démission du président Fulbert Youlou et l'arrivée au pouvoir du président Alphonse Massamba-Débat. Ne partageant pas l'évolution du régime dirigé par le Mouvement national pour la révolution, il fut contraint à l'exil pendant plus de dix ans. Durant son exil, en sa qualité de citoyen du monde, il participa également au mouvement de mai 1968 à Paris, notamment



au meeting organisé au stade Charley par les forces de gauche aux côtés d'Edmond Maire et de Pierre Mendes France. Continuant à poursuivre sa lutte à l'extérieur pour l'instauration des libertés publiques au Congo, le régime en place le condamna à mort par contumace par le « Tribunal révolutionnaire »

Grâce à la clairvoyance du président Marien Nguabi, il fut amnistié et regagna sa patrie. Avec le soutien des présidents Léopold Sédar Senghor, Marien Nguabi et de l'empereur Haile Selassie, il devint le secrétaire général du Comité anti-apartheid de l'Organisation de l'union africaine. Fonction qu'il assumait avec sa combativité habituelle.

Gilbert Pongault fut également un homme politique, étant un membre du courant de démocratie chrétienne, il participa, de façon soutenue, à la tenue de la Conférence nationale souveraine et au dénouement pacifique de la grève générale qui permit la tenue de cette importante instance.

Ses convictions politiques de démocrate chrétien l'amènèrent à participer avec ses compagnons à la création d'un parti politique, le Mouvement de démocratie sociale.

Que son âme repose en paix et que son itinéraire de vie serve d'inspiration aux femmes et hommes de notre beau pays qui ont décidé de servir les idéaux de paix, de progrès et d'unité nationale.



PROGRAMME DU JOUR

LUNDI 16 AOÛT 2021

- 06.30 PREDICATION
- 07.30 PLAYLIST
- 09.30 PROJECTEUR
- 10.00 CINÉMA.
- UN AMOUR À MALENTOUEN
- 11.45 CDIRECT INSIDE
- 12.00 WOMANITY
- 13.00 PLAYLIST
- 14.00 COCKTAIL
- 15.00 TOP CLIPS
- 17.00 TALK 243
- 18.00 CDIRECT INSIDE
- 18.15 ENTREPRISES
- 18.30 DOC. MALAISE
- 19.30 TOP CLIPS
- 20.30 C'EST MON AFFAIRE:
- VOTRE MGAZINE DE CONSEIL ET MOTIVATION A SUIVRE SUR VOTRE CHAINE
- 21.00 CINÉMA. CONSÉQUENCES TRIBALES
- 22.30 TOP CLIPS
- 00.00 PLAYLIST



AMBASSADE DE L'INDE/BRAZZAVILLE

L'Inde célèbre le 75^e anniversaire de son indépendance

Le 15 août 1947, l'Inde est devenue un pays indépendant après que ses combattants pour la liberté aient mené une longue et dure lutte pour l'indépendance du pays. Le jour de l'indépendance n'a pas marqué la fin d'une lutte mais le début d'une tâche gigantesque de reconstruction de tout le pays et de son économie. L'Inde célèbre le 75^e anniversaire de son indépendance en organisant l'«Azadi Ka Amrit Mahotsav» (AKAM). L'Azadi Ka Amrit Mahotsav est une initiative du gouvernement indien pour célébrer et commémorer les 75 années de progrès de l'Inde et l'histoire glorieuse de son peuple, de sa culture et de ses réalisations. L'Honorable Premier Ministre de l'Inde, Narendra Modi, a officiellement lancé le voyage officiel de l'Azadi Ka Amrit Mahotsav le 12 mars 2021 à partir de Sabarmati, au Gujarat, avec un compte à rebours de 75 semaines jusqu'au 75^e anniversaire de l'indépendance de l'Inde, le 15 août 2022. Les célébrations se termineront un an plus tard, le 15 août 2023.

Les différents ministères, départements et institutions du gouvernement indien ainsi que les ambassades, les haut-commissariats et les consulats à l'étranger organisent chaque semaine des événements et activités mettant en lumière les réalisations de l'Inde au cours des 75 dernières années dans différents secteurs et mettant en valeur sa culture et son patrimoine.

L'Inde a fait d'énormes progrès dans tous les domaines depuis son indépendance. Elle a construit une économie moderne, une démocratie dynamique, a sorti des millions de personnes de la pauvreté, est devenue une puissance spatiale et nucléaire, a fait d'énormes progrès dans le développement des infrastructures et des chemins de fer et a développé une politique étrangère solide. Le PIB de l'Inde a dépassé les 2 800 milliards de dollars américains en 2019. La vision de l'Inde est de devenir une économie de 5 000 milliards de dollars américains d'ici 2024, avec une contribution d'un 1000 milliard de dollars américain pour chacun des secteurs de l'agriculture et de la fabrication et de 3 000 milliards de dollars américains pour le secteur des services. Les réserves de change de l'Inde s'élèvent à 620 milliards de dollars, ce qui en fait la quatrième plus grande réserve au monde. Les réserves de change ont connu une augmentation de plus de 10 000 % au cours des 30 dernières années.

Aujourd'hui, l'Inde a développé une empreinte significative dans l'économie mondiale. La valeur des exportations de biens et de services s'élevait à peine à environ 0,1 milliard USD en 1950-51 alors que les exportations de marchandises étaient évaluées à 330 milliards USD en 2018-19. Dans les exportations de services, l'Inde s'est imposée comme le premier exportateur de services informatiques.

Le secteur agricole reste un secteur important de l'économie indienne et génère des moyens de subsistance pour plus de la moitié de la population. La production nette de céréales alimentaires en Inde est passée d'environ 48 millions de tonnes au cours des années 1950 à 241 millions de tonnes en 2017. L'Inde reste l'un des plus grands producteurs de riz, de blé et de divers fruits et légumes au monde et est également le leader de la production laitière.

L'Inde a également fait d'importants progrès en matière d'infrastructures et a travaillé au fil des ans pour établir un réseau de transport robuste. Les chemins de fer indiens,



l'un des plus importants au monde, comprennent plus de 126 000 km de voies, 68 000 km de routes, dont 39 000 ont été électrifiées. La longueur des routes est passée d'environ 0,4 million de km dans les années 1950 à environ 6,2 millions de km en 2018-19. L'Inde construit 37 km d'autoroutes nationales chaque jour. L'aviation civile a également connu une immense croissance, le nombre de passagers passant de seulement 10,74 millions en 1980-81 à environ 345 millions en 2018-19. L'Inde a également mis en place un réseau de métro dans 27 villes dans le cadre du réseau de transport urbain, avec National Capital Region (RCN) disposant de plus de 300 km de réseau de métro.

L'Inde a également parcouru un long chemin en termes d'amélioration de ses indicateurs de développement humain. Le taux d'alphabétisation a considérablement augmenté, passant de 18,3 % dans les années 1950 à 77,7 % en 2017-18. Cela s'est accompagné d'améliorations majeures dans l'établissement d'instituts d'enseignement dans le pays, notamment l'Institut Indien de Technologie (IIT), l'Institut Indien de Gestion (IIM) (IIT) qui sont des instituts d'importance nationale et des universités médicales et agricoles, entre autres. En vertu de la loi sur le droit à l'éducation, le gouvernement indien offre une éducation gratuite à tous les enfants âgés de 6 à 14 ans.

Aujourd'hui, l'industrie des pierres précieuses et de la joaillerie est l'une des plus grandes entreprises en Inde, jouant un rôle crucial dans l'économie indienne. L'industrie contribue pour environ 7 % au PIB du pays et pour 16 % aux exportations totales de marchandises de l'Inde. La taille de son marché est d'environ 60 milliards de dollars US enregistrés en 2017 et devrait atteindre 100-110 milliards de dollars d'ici 2021-2022. Le secteur indien des pierres précieuses et de la joaillerie est l'un des plus importants au monde, contribuant à hauteur de 29 % à la consommation mondiale de bijoux. L'industrie rapporte d'énormes devises étrangères et emploie plus de 4,64 millions de travailleurs, dans les secteurs organisés et non organisés. Premier centre mondial de diamants taillés et polis, l'Inde traite chaque année environ 1 milliard de pièces de diamants d'une valeur de 23 milliards de dollars américains et exporte 75 % des diamants taillés et polis du monde.

Dans le domaine des services, de nouveaux secteurs tels que les technologies de l'information et les télécommunications ont transformé le paysage, créant de nouvelles opportunités telles que le commerce électronique et les start-ups. L'Inde est devenue une plaque tournante de l'informatique pour les sociétés de logiciels du monde entier. L'Inde

est devenue la plus grande destination d'approvisionnement au monde pour l'industrie informatique et représente environ 55 % du marché mondial d'approvisionnement de services (200-250 milliards de dollars américains) en 2019-20. La taille du marché (en particulier les exportations) de l'industrie informatique a connu une croissance considérable, passant d'environ 67 milliards de dollars américains en 2008-09 à 191 milliards de dollars américains en 2019-20. La masse de compétences numériques de l'Inde a augmenté au cours de cette période et représentait environ 75 % des talents numériques mondiaux. L'industrie des TI en Inde a connu un taux de croissance exceptionnellement élevé et, malgré l'incertitude du scénario économique mondial, l'industrie a régulièrement augmenté et accéléré la croissance de l'Inde.

L'Organisation Indienne de Recherche Spatiale (ISRO) a parcouru un long chemin depuis sa création en août 1969. L'Inde a accompli plusieurs réalisations dans le domaine de la technologie spatiale depuis le début des années 70. En octobre 2008, l'Inde a envoyé un orbiteur lunaire non habité, Chandrayaan-1, en orbite. L'engin spatial était en orbite autour de la Lune à une hauteur de 100 km de la surface lunaire pour réaliser une cartographie chimique, minéralogique et photo géologique de la Lune. L'Inde a lancé la mission Mars Orbiter en novembre 2013 et est entrée dans l'orbite de Mars en septembre 2014, faisant de l'Inde la première nation à réussir sa première tentative vers Mars. L'ISRO est devenue la quatrième agence spatiale au monde, ainsi que la première agence spatiale en Asie, à atteindre l'orbite de Mars. En novembre 2018, l'Inde a lancé avec succès le satellite GSAT-29, le plus lourd satellite pesant 3 423 kg, afin d'améliorer les communications dans les régions reculées du pays. En juillet 2019, l'Inde a lancé la deuxième mission lunaire indienne «Chandrayaan-2». Le 28 février 2021, l'Inde avait lancé au total 342 satellites pour 36 pays différents.

Dans le domaine pharmaceutique, une grande majorité des médicaments étaient importés de l'étranger jusqu'en 1970. Aujourd'hui, l'Inde est connue comme la pharmacie du monde. L'industrie pharmaceutique indienne est la 3^{ème} plus importante au monde en termes de volume et la 14^{ème} en termes de valeur. Le chiffre d'affaires annuel total de l'industrie pharmaceutique est de 42 milliards de dollars américains en 2020-2021. L'Inde est le plus grand fournisseur de médicaments génériques au monde. L'accès au traitement du VIH à un prix abordable en Inde est l'une des plus grandes réussites de la médecine. L'Inde représente également 60 % de la production

mondiale de vaccins. Dans le domaine des soins de santé, l'avènement de technologies sophistiquées et modernes a permis de réduire la prévalence des maladies et d'accroître la longévité. L'Inde a fait d'énormes progrès dans le traitement et la prévention des maladies. Au fil des ans, l'Inde est devenue une destination privilégiée et attrayante pour le tourisme médical pour les voyageurs du monde entier, car elle possède plusieurs facteurs d'attraction comme des traitements médicaux de classe mondiale, des coûts abordables, une main-d'œuvre qualifiée, une accessibilité facile et les meilleures infrastructures. Les pratiques de guérison alternatives développées à partir de l'Ayurveda et du Yoga ont renforcé la position de l'Inde dans l'industrie mondiale du tourisme médical.

En mai 2020, l'honorable Premier ministre Shri Narendra Modi a lancé la campagne «Atmanirbhar Bharat Abhiyaan», ou «campagne pour une Inde autonome», une vision de la nouvelle Inde. Pour donner le coup d'envoi de cette campagne, un programme économique spécial et global de 20 lakh crores INR (environ 300 milliards de dollars US) - équivalent à 10 % du PIB de l'Inde - a été annoncé. L'objectif est de rendre le pays et ses citoyens indépendants et autonomes dans tous les sens du terme.

Aujourd'hui, l'Inde, avec une population de plus de 1,3 milliard d'habitants, est la plus grande démocratie du monde. Lors des élections législatives de 2019, il y avait 900 millions d'électeurs éligibles et plus d'un million de bureaux de vote. Il s'agissait de la plus grande élection jamais organisée dans le monde. 54 % de la population indienne est âgée de moins de 25 ans.

L'Inde a accédé à son indépendance à la même date que la République du Congo, mais quelques années plus tôt. Les deux pays entretiennent des relations cordiales et amicales depuis la période précédant l'indépendance de la République du Congo. L'Inde est un partenaire de développement engagé de la République du Congo. Trois projets, dont l'électrification rurale, le développement du système de transport urbain et la création d'une cimenterie, sont mis en œuvre en République du Congo grâce à la ligne de crédit offerte par le gouvernement indien. Dans le cadre des programmes de renforcement des capacités, le gouvernement indien offre des bourses d'études entièrement payées aux étudiants congolais pour des cours de deuxième et troisième cycles dans différentes filières. Des programmes de formation à court terme pour les employés et les cadres du gouvernement et du secteur privé dans plus de 60 filières, dont la gestion, la finance, la banque, l'informatique, l'audit, la défense, l'apprentissage de l'anglais, etc. sont également proposés dans des institutions réputées en Inde. De nombreux ressortissants congolais ont bénéficié de ces bourses et programmes de formation.

L'Ambassade, en coopération avec les autorités congolaises, a déployé tous les efforts pour approfondir et intensifier les relations bilatérales dans tous les domaines pour le bénéfice mutuel des peuples de l'Inde et de la République du Congo.

L'ambassade de l'Inde transmet ses salutations et ses facilitations au Gouvernement et au peuple de la République du Congo à l'occasion de la fête de l'indépendance du pays.

PROMO LIPANDA+

LE DÉCODEUR HD
A PARTIR DE LA FORMULE **ACCESS**

5 000 FCFA



BONNE FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

 **06 877 92 92**
(COUT D'UNE COMMUNICATION LOCALE
SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)

 **CANAL+ CONGO**

Tarif TTC en vigueur du 10/08/2021 au 10/09/2021, pour tout nouvel abonnement à l'une des formules suivantes : ACCESS, EVASION ESSENTIEL+, ACCESS+, EVASION+ ou TOUT CANAL+, lié à l'achat d'un décodeur HD CANAL+. La parabole est offerte. Hors frais d'installation et accessoires. Prix maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.

LES BOUQUETS
CANAL+

INTERVIEW

Michel Langa: « L'heure est à la reconstruction de la République centrafricaine »

À l'occasion du soixante-et-unième anniversaire de l'indépendance de la République centrafricaine, le 13 août, l'association les « Amis de la République centrafricaine (A.R.C.) » a organisé un point de réflexion sur le contexte actuel du pays, marqué par le coronavirus et la persistance des violences commises par les groupes armés. En respect de la jauge sanitaire, Me Michel Langa, président de l'association, a répondu aux questions de la presse en fin de journée.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : De Paris, comment avez-vous vécu la journée de l'indépendance de votre pays ?

Michel Langa (M.L.) : Nous sommes pour l'option de la date du 13 août, au lieu du 1er décembre, celle de la proclamation de la République. C'est une joie immense de commémorer cette journée de la liberté retrouvée, de la fin des travaux forcés. Nous avons organisé une réunion en visioconférence sur les 61 ans de l'indépendance de notre pays. Les débats étaient très riches et denses, je peux vous citer les thèmes abordés, tels que l'indépendance et le progrès humain ; Barthélémy Boganda, esquisse d'une vie... ou l'histoire des régimes politiques centrafricains depuis l'indépendance. Depuis plusieurs années, notre grand bonheur est d'offrir un cadre où les centrafricains et centrafricains de différents horizons et de diverses sensibilités peuvent s'exprimer librement. C'est un rendez-vous du donner et du recevoir selon le vocable « senghorien ». L'ARC a apporté sa touche à la construction de la maison République centrafricaine.

L.D.B. : À ce propos, 61 ans

après l'indépendance, quel regard portez-vous sur l'avenir de votre pays ?

M.L. : C'est un regard résolument optimiste. Le pays revient de loin. Après sa libération, l'heure est à la reconstruction de la République centrafricaine et chacun a sa place dans cette œuvre. Comptons sur nous-mêmes avant de compter sur la communauté internationale en nous mettant au travail pour l'amélioration des conditions matérielles et sociales du peuple centrafricain. Sans être indicatifs, soutenons nos autorités dans le combat mené pour mettre dehors les groupes armés ; la justice doit faire son travail pour honorer les victimes. Nous sommes pour la réconciliation nationale mais les bourreaux doivent répondre de leurs actes, ils doivent les reconnaître et demander pardon aux victimes à l'exemple de l'Afrique du Sud.

L.D.B. : Regrettez-vous de ne pas en avoir fait suffisamment lors de la campagne de l'élection présidentielle de l'année dernière ?

M.L. : Non. Nous avons souhaité, selon la volonté populaire, que les élections soient organisées dans un contexte apaisé et sécu-



risé avec la participation de tous les candidats retenus par les organes chargés des élections mais cette option n'a pas été retenue.

Aujourd'hui, les élections ont eu lieu et la Cour constitutionnelle a proclamé les résultats. Aucun recours n'est plus possible. le président Faustin Archange Touadera a prêté serment et a été reconnu par la communauté internationale ; tournons-nous à présent vers l'avenir de notre pays. Soutenons le président de la République, pour la réalisation de son projet de société pour le bien-être du peuple centrafricain. Avec l'appui des forces russes et

rwandaises, il a déjà récupéré les 90% du territoire national qui étaient entre les mains des groupes armés. Il va organiser un dialogue républicain. Nous sommes d'accord sur le principe et il a notre soutien, mais c'est le format proposé qui fait débat. Nous aimerions un dialogue républicain inclusif avec toutes les filles et fils du pays sur le sol centrafricain pour apaiser les cœurs des victimes de cette barbarie. Il a souhaité la contribution de la diaspora centrafricaine, les ARC ne manqueront pas ce rendez-vous. Une contribution sera envoyée avec nos propositions.

L.D.B. : Ne craignez-vous pas que les actions et propositions de votre association soient menées en vain ?

M.L. : Non, nous travaillons dans la continuité de toute une vie, nos actions visent à sensibiliser la communauté internationale et nos propositions sont établies pour nos autorités. Elles ont la légitimité de faire le choix dans l'intérêt du peuple centrafricain.

L.D.B. : Les tentatives de conciliations impliquent les pays voisins. Quel est le rôle attendez-vous du Congo Brazzaville avec l'arrivée du

Premier ministre Anatole Collinet Makosso ?

M.L. : Je tiens à renouveler mes félicitations au Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, qui a eu la confiance du président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso pour appliquer sa politique. Il a déjà présenté un programme ambitieux à l'Assemblée nationale et obtenu la confiance des députés. Je lui souhaite bon vent dans ses nouvelles fonctions pour le bonheur du peuple frère et ami congolais. En Centrafrique, le président de la République, Faustin Archange Touadera, a nommé un nouveau Premier ministre, Henri-Marie Dondra, de la même génération que celui du Congo- Brazzaville. De concert, ils peuvent faire avancer la cause de la paix dans la sous-région. Je peux aussi vous confirmer que le nouveau Premier ministre congolais est un membre bienfaiteur de notre association. Sans en faire état, il a précédemment toujours soutenu la cause centrafricaine. Je fais confiance aux deux Premiers ministres pour une politique pragmatique de bon voisinage. Il leur revient d'œuvrer dans ce sens pour le bien-être des deux pays.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

UNE RENTRÉE SCOLAIRE PLUS ASSURÉE, c'est avec BGFIBank

Bénéficiez jusqu'à
2 000 000 F CFA
de crédit et assurez
la scolarité de vos enfants.



FRAIS DE DOSSIER GRATUITS

Suivez-nous sur



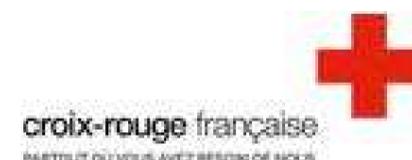
Ecoute - Qualité - Client
Tél.: 81 88
Email : eqccongo@bgfi.com
www.groupebgfibank.com



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

AVIS DE RECRUTEMENT

POSTE : (5) MOBILISATEURS. TRICES COMMUNAUTAIRES DE PROJET GESTION DES RISQUES DES CATASTROPHES



Dans le cadre de la mise en œuvre du projet intitulé Renforcement de la résilience et des institutions locales face aux risques de catastrophes en République du Congo, par la Croix-Rouge française (CRF) dans le corridor fluvial dans le Département de la cuvette centrale et des quartiers périphériques de Brazzaville, la Délégation de la Croix Rouge Française cherche à recruter deux (2) Mobilisateurs.trices Communautaires : 2 basé.es à Mossaka ; 1 basé.e à Loukolela et 2 basé.es à Brazzaville
NB : Il est demandé aux candidats de bien spécifier dans leurs demandes de candidature les lieux de travail de préférence.

Supervision hiérarchique : Adjoint chef de projet
Statut : Salarié à temps plein
Durée du contrat : Contrat à durée déterminée 12 mois renouvelable
Lieu de travail : MOSSAKA(2) ; LOUKOLELA(1) et BRAZZAVILLE(2)
Horaire de travail : De lundi à vendredi de 8h à 16h30

I-RESPONSABILITES PRINCIPALES

Sous la responsabilité et la supervision de l'Adjoint chef de projet, le.la mobilisateur.trice communautaire du projet Gestion des risques de catastrophes est responsable du suivi de la mise en œuvre et le contrôle des activités communautaires dans sa zone de responsabilité et assurer le maintien de son dynamisme (Description complète disponible à la CRF).

II-TACHES SPECIFIQUES RATTACHEES AUX RESPONSABILITEES PRINCIPALES :

A-la mobilisateur. trice communautaire aura pour responsabilités la liste suivante (non exhaustive)

- 1) Assurer la mise en place de la stratégie de sensibilisation et de mobilisation communautaires dans les zones d'intervention
- 2) Assurer le suivi des activités communautaires mise en place dans les Zones d'intervention
- 3) Entretenir un bon contact de collaborations avec les parties prenantes du projet au niveau communautaire

Qualifications requises :

Titulaire au moins d'un bac+2 en sciences sociales, Gestion des risques Naturels ou tout autre diplôme équivalent.

Spécificités :

Avoir au moins une expérience professionnelle significative d'un an dans la mobilisation communautaire, l'animation et la facilitation communautaire dans une ONG

Connaissances et compétences obligatoires

- o Connaissance des programmes et outils de Gestion des Risques de Catastrophes ;
- o Parfaite maîtrise de la langue française et des langues locales (Lingala...);
- o Expérience en protection civile et gestion des catastrophes ;
- o Bonnes qualités de facilitation et d'animation ;
- o Apte physiquement pour effectuer les déplacements sur le terrain (90% temps de déplacement sur terrain) et donc être titulaire d'un permis de conduire de catégorie A (moto) ; être capable de nager

Connaissances et compétences appréciées

- o Connaissance de la zone et des langues locales est un atout ;
- o Expérience au sein du Mouvement Croix-Rouge / Croissant-Rouge ;
- o Avoir travaillé dans l'humanitaire serait un atout ;

Le dossier de candidature devra comprendre un CV, certificat(s) de travail, copie(s) légalisée(s) du ou des diplôme(s), une lettre de motivation. Les originaux du (des) diplôme(s) et certificat(s) de travail devront être présentés sans exception le jour de l'entretien de recrutement. Lieu de dépôt : Délégation de la Croix-Rouge Française (poste de sécurité) en face de PEFACO Hôtel :/ Bureau CRC Madingou (Bouenza)
Les dossiers de candidature par e-mail sont envoyés aux adresses : Patrice.ngoulougou@croix-rouge.fr avec copie. Benoit Box <benoit.box@croix-rouge.fr> Pius Ramazani pius.ramazani@croix-rouge.fr noubaindarone@gmail.com
Dernier délais de dépôt et d'envoi : 31 Août 2021 à 16h 30
Nous rappelons à tous que les dossiers des candidats non retenus ne seront pas restitués. Seuls les candidats sélectionnés seront contactés.
Les candidatures féminines sont vivement encouragées

Brazzaville, le 04 août 2021

Coordinateur Ressources Humaine

AVIS DE RECRUTEMENT :

POSTE : 2 ADJOINT.E CHEF DE PROJET GESTION DES RISQUES DES CATASTROPHES

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet intitulé Renforcement de la résilience et des institutions locales face aux risques de catastrophes en République du Congo, par la Croix-Rouge française (CRF) dans le corridor fluvial dans le Département de la cuvette centrale et des quartiers périphériques de Brazzaville, la Délégation de la Croix Rouge Française cherche à recruter deux(2) Adjoint.te Chef de Projet basé.e à Brazzaville (La description complète du poste est disponible au bureau de la CRF).
NB : Il est demandé aux candidats de bien spécifier dans leurs demandes de candidature les lieux de travail de préférence.

Supervision hiérarchique : Chef de Projet
Statut : Salarié à temps plein
Durée du contrat : Contrat à durée déterminée (18 mois)
Lieu de travail : Brazzaville (1) et Oyo (1)
Horaire de travail : De lundi à vendredi de 8h à 16h30

I-RESPONSABILITES PRINCIPALES

Sous la responsabilité et la supervision du Chef de projet gestion des risques de catastrophes, l'adjoint chef de projet gestion des risques de catastrophes est responsable de la coordination et la supervision de toutes les activités du projet, de la conception des outils de collecte des données, de la rédaction et de l'analyse des rapports, du management de l'équipe, la gestion du matériel du projet, la gestion du budget et de la représentation dans sa zone de responsabilité.

II-TACHES SPECIFIQUES RATTACHEES AUX RESPONSABILITEES PRINCIPALES :

- Assurer la coordination et la supervision de toutes les activités du projet
- Assurer la bonne gestion managériale des personnes sous sa responsabilité, et renforcer leurs compétences
- Concevoir les outils, collecter, rédiger et analyser les rapports
- Appuyer les activités de coordination et de représentation

Qualifications requises :

Titulaire d'une Licence / Maîtrise en Gestion des Risques Naturels et / ou en Gestion des Projets, sciences sociales ou tout autre diplôme connexe.

Spécificités :

- Expérience en gestion des outils associés avec les institutions publiques ;
- Avoir une bonne expérience en matière de planification, coordination et suivi / évaluation de projet et programme similaire ;
- Connaissances et compétences obligatoires
 - o Connaissance des programmes et des outils GRC ;
 - o Gestion / Management d'équipe ; parfaite maîtrise de la langue française ;
 - o Maîtrise du pack Office (Word, Excel, Power Point), Internet
 - o Expérience en protection civile et gestion des catastrophes ;
 - o Bonnes qualités pédagogiques et de négociation ;
 - o Capacité d'analyse, de synthèse et de proposition ; Savoir nager
- Connaissances et compétences appréciées
 - o Connaissance des langues locales un atout ; expérience au sein du Mouvement Croix-Rouge / Croissant-Rouge ; expérience professionnelle dans une ONG internationale ou nationale ;

Le dossier de candidature devra comprendre un CV, certificat(s) de travail, copie(s) légalisée(s) du ou des diplôme(s), une lettre de motivation. Les originaux du (des) diplôme(s) et certificat(s) de travail devront être présentés sans exception le jour de l'entretien de recrutement. Lieu de dépôt : Délégation de la Croix-Rouge Française (poste de sécurité) en face de PEFACO Hôtel :/ Bureau CRC Madingou (Bouenza)
Les dossiers de candidature par e-mail sont envoyés aux adresses : Patrice.ngoulougou@croix-rouge.fr avec copie. Benoit Box <benoit.box@croix-rouge.fr> Pius Ramazani pius.ramazani@croix-rouge.fr noubaindarone@gmail.com
Dernier délais de dépôt et d'envoi : 31 Août 2021 à 16h 30
Nous rappelons à tous que les dossiers des candidats non retenus ne seront pas restitués. Seuls les candidats sélectionnés seront contactés. Les candidatures féminines sont vivement encouragées

Brazzaville, le 04 août 2021

Coordinateur Ressources Humaine

POLLUTION DE LA RIVIÈRE KASAÏ

Eve Bazaiba échange avec le caucus des élus de la province

Les députés de la province du Kasai ont apporté des détails supplémentaires à la vice-Première ministre, ministre chargé de l'Environnement et Développement durable (VPM-MEDD), Eve Bazaiba Masudi, sur la situation qui prévaut dans cette partie du pays, depuis un certain temps, occasionnant des conséquences néfastes sur l'écosystème ainsi que sur la vie de la population.

La VPM-MEDD a reçu, le 13 août, dans son cabinet de travail, le caucus des députés nationaux du Kasai. Leur entretien a principalement tourné sur la situation de pollution de la rivière Kasai à Tshikapa.

Dans ces échanges, ces élus ont apporté des détails supplémentaires à Eve Bazaiba sur la situation qui prévaut dans cette partie du pays. Selon eux, c'est depuis le 31 juillet que les habitants de cette région ont constaté le changement de la couleur des eaux de cette rivière qui ont viré au rouge.

La présidente de ce caucus, la députée Anne Marie Mbilambangu, pense que des produits toxiques auraient été déversés dans cette ri-



Eve Bazaiba avec les élus du Kasai

vière, occasionnant ainsi la pollution des eaux, avec des conséquences sur l'écosystème dont la mort des poissons et des hippopotames qui ont été retrouvés.

Des solutions urgentes pour préserver le bien-être social

Les élus du Kasai, qui ont regretté cette catastrophe aux conséquences incalculables, ont plaidé

pour des solutions urgentes en vue de préserver le bien-être social de cette population. Ils ont sollicité l'implication de la patronne de l'Environnement pour ces solutions. Ces échanges entre Bazaiba et ces députés ont préconisé des dispositions pour épargner la population des probables cas des maladies hydriques en s'abstenant de consommer cette eau visiblement polluée,

en attendant les résultats des enquêtes des experts qui sont à pied d'œuvre.

Eve Bazaiba, de son côté, a rassuré ces élus des efforts du gouvernement visant à protéger la population. S'appuyant sur des informations qui affirment que la pollution progresse déjà vers le Bandundu, précisément dans la cité de Dibaya, la VPM-MEDD et ses hôtes sont tous d'accord que cette situation risque de se détériorer si rien n'est fait en urgence. C'est dans cette optique qu'Eve Bazaiba a informé ces élus du peuple que cette situation sera inscrite à l'ordre du jour du prochain conseil des ministres. Elle leur a également rassuré de l'examen des différentes propositions qui se présentent.

Les premiers éléments en possession de ces élus, rappelle-t-on, font également état de la responsabilité d'une entreprise angolaise d'exploitation minière dont l'activité est à la base de cette pollution des eaux de la rivière Tshikapa qui trouve sa source en Angola.

Lucien Dianzenza

PRIX LITTÉRAIRE MFUMU BUKU

Un nouveau concours de poésie lancé

Organisé par le club de lecture éponyme en partenariat avec les éditions Mikanda, le concours dont le lancement a été opéré le 19 juillet court jusqu'au 31 août à 21h59.

Le Prix littéraire Mfumu Buku « est ouvert à tous les Congolais résidant au pays sans distinction d'âge, de sexe ou de religion », a indiqué Landry Mussaka. Soulignant que « la participation est gratuite », le coordonnateur du club de lecture demande aux poètes intéressés d'envoyer un recueil de poèmes inédit à la suivante adresse e-mail : prixmfumubuku@editions-mikanda.org. Et de préciser que l'auteur ne peut participer qu'en soumettant « une œuvre individuelle originale non publiée, non primée dans un concours précédent et doit comporter un titre ». Outre ces précisions, l'on fait également savoir que deux langues sont admises, à savoir que le texte proposé, au minimum quinze pages et trente au maximum, peut être écrit soit en lingala, soit en français. Quant à la présentation du tapuscrit à respecter scrupuleusement, elle s'énonce de la sorte : « une page A4 (interligne 1,5) exclusivement en format word ». Seuls les trois meilleurs recueils seront primés. Les lauréats vont bénéficier chacun d'un « abonnement annuel dans une bibliothèque de la place et l'édition du recueil à compte éditeur ». Ce prix est aussi assorti d'une enveloppe dont le montant s'élève à 200 000 FC pour le premier, 100 000 FC pour le second et 50 000 FC pour le troisième.

Mfumu Buku et Mikanda

Le prix de poésie s'inscrit dans le cadre des actions que mène déjà la plateforme littéraire Mfumu Buku en vue d'assurer la promotion de la culture livresque et des écrivains congolais. Emprunté à l'expression lingala à connotation péjorative « Mfumu Buku », elle fait un pied de nez à tous ceux qui l'emploient pour dénigrer les étudiants ou écoliers jugés trop savants ou trop attachés à leurs notes ou livres. Le terme qui a été l'Université de Kinshasa (Unikin) où il a vu le jour s'est popularisé et s'emploie dans une large mesure comme un reproche plutôt qu'un compliment. Le café littéraire Mfumu Buku s'érige alors telle « une sorte de réplique savante qui vient remettre les choses à la normale, redonner à l'esprit de Prométhée et à ce grand esprit de Moni Mambu, à ces passionnés-e du savoir, son rang de noblesse », vous dira son initiateur, Landry Mussaka. Le café littéraire Mfumu Buku se tient au sein de la bibliothèque Coup de pouce où il est né. Des ateliers de lecture et d'écriture y sont organisés chaque dernier samedi du mois.

Quant au partenaire et co-organisateur du Prix Mfumu Buku, le réseau des bibliothécaires congolais Mikanda, créé en 2003, mène son combat pour la promotion du livre en République démocratique du Congo autrement et a un plus large spectre. Elle est conçue comme une grande bibliothèque virtuelle qui s'est construite et consolidée au fil des ans. C'est dès lors « un site internet spécialisé dans l'amélioration de la lecture numérique de livres, regroupant bibliothèques, centres de documentation et autres fonds documentaires privés en République démocratique du Congo ». Mikanda organise des rencontres chaque mois dans le but de faciliter des échanges entre bibliothécaires mais aussi d'envisager d'éventuelles formations de bibliothécaire. D'un autre côté, il existe le côté édition également actif qui a notamment publié quelques ouvrages le mois de juillet dernier. Il s'agit respectivement de Désir ardent de Dirk Mukupa, Aux astres perdus, recueil de poèmes de Kertis le Banlieusard, Les cicatrices d'un héros de Chad Manda et Chant du soir de Christian Dimanyayi.

Nioni Masela

SANTÉ

L'INRB reçoit un lot de kits de dépistage d'Ebola

Le don des Etats-Unis, qui vise à renforcer les capacités nationales et provinciales de la RDC à la détection des maladies prioritaires et la résistance aux antimicrobiens, ambitionne d'aider le pays à améliorer ainsi ses réseaux de diagnostic et ses systèmes de surveillance. Il soutiendra le gouvernement de la RDC dans la préparation, la détection et la réaction rapide à toute future épidémie de cette maladie.

Les Etats-Unis ont officiellement remis, le 13 juin, à la République démocratique du Congo (RDC), un lot de mille kits de dépistage de la maladie à virus Ebola. C'était au cours d'une cérémonie organisée à l'Institut nationale de recherche bio-médicale (INRB), dans la commune de la Gombe. Ce don rentre dans le cadre du Projet Usaid de détection et de surveillance des maladies infectieuses (Idds) en RDC.

Remettant symboliquement ces kits au ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani, la cheffe de mission adjointe de l'ambassade des Etats-Unis en RDC, Marion Ekpuk, a rappelé le partenariat entre son pays et la RDC pour faire face à certaines situations et calamités qui ont frappé la population congolaise. La diplomate américaine a insisté sur la détermination des Etats-Unis à établir un partenariat avec la RDC pour mieux répondre aux besoins du peuple congolais, notamment dans la lutte et la prévention de certaines maladies. « Pour les maladies infectieuses prioritaires comme Ebola, nous avons travaillé main dans la main avec l'INRB et le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention au cours des dernières épidémies pour renforcer le système de santé et réduire la propagation de la maladie », a-t-elle souligné.

Justifiant cet apport au système de santé de la RDC, Marion Ekpuk a noté que le travail continuait, bien que la RDC ait réussi, avec une réac-



Le Pr Muyembe transmet des kits au directeur général de l'INRB/Adiagan

tion rapide et une gestion efficace, à mettre un terme à la douzième épidémie d'Ebola. « Nous devons donc poursuivre nos efforts conjoints, surveiller les cas potentiels et nous préparer à réagir rapidement une fois de plus pour stopper toute nouvelle épidémie », a conseillé la diplomate américaine. Et de souligner que ces mille kits de test GeneXpert pour le dépistage de la maladie à virus Ebola aideront le gouvernement de la RDC à se préparer, à détecter et à réagir rapidement à toute future épidémie de maladie à virus Ebola. Ils rentrent, selon la cheffe de mission adjointe de l'ambassade des Etats-Unis en RDC, dans le cadre de ces efforts conjoints en matière de sécurité sanitaire mondiale et grâce au soutien du peuple américain, par le Projet IDDS en RDC.

L'aide tombe à point nommé

Pour le ministre Jean-Jacques Mbun-

gani, ce don tombe à point nommé parce que, dans le programme du gouvernement congolais, il a été insisté de faire de la lutte efficace contre les endémies et les épidémies une des priorités. « Le gouvernement s'efforce, en dehors de la mise en place de la couverture sanitaire universelle, de lutter également efficacement contre les grandes endémies et les épidémies », a-t-il dit, en remerciant l'Usaid pour ce geste. Voilà, a fait savoir le ministre, que vous venez renforcer cette surveillance avec ce lot de kits par rapport à la maladie à virus Ebola, qui sera utilisé à bon escient pour protéger notre population. Le directeur général de l'INRB, le Pr Jean-Jacques Muyembe, a salué la concrétisation de cette collaboration entre les Etats-Unis et la RDC, principalement en ce qui concerne la surveillance des maladies infectieuses et parasitaires, par ce don des kits.

L.D.

ŒUVRE D'ART

Le masque « Okuyi » fait son entrée à la galerie-musée du Bassin du Congo

Dans l'optique d'une plus grande représentation d'œuvres historiques du peuple gabonais au sein de la galerie-musée du Bassin du Congo, sa majesté Ovenga premier d'Ollamba, a fait don du masque Okuyi, le 13 août, lors de son séjour à Brazzaville dans le cadre des obsèques du roi Makoko, Auguste Nguempio.



Sa majesté Ovenga, premier d'Ollamba remettant le masque Okuyi au PDG d'Adiac, Jean-Paul Pigasse/Adiac

La cérémonie de remise du masque Okuyi s'est faite en présence de Jean-Paul Pigasse, président-directeur général du groupe Adiac et de quelques autres responsables dudit groupe ainsi que ceux de la galerie-musée du Bassin du Congo. Cet objet d'art est un patrimoine de la communauté Myènè établie à Port-Gentil, Lambaréné et Libreville, au Gabon. Okuyi est destiné aux élus qui doivent devenir de véritables hommes ou initiés. Cette initiation qui marque le passage de la vie de jeune garçon à celui d'homme adulte procurent, entre autres, la sagesse, la vie et la connaissance. Et, à en croire sa majesté Ovenga Premier d'Ollamba, ce genre d'initiation qui nécessite d'être interné se déroule dans la fo-

rêt pendant un bon bout de temps. « On fait consentir au concerné ou dans le cas contraire, on l'attrape de force pour qu'il subisse ce rituel qui n'en sera que bénéfique pour lui car après la cérémonie, il peut être considéré comme un véritable homme par toute la tribu », a-t-il précisé.

Durant le rituel, on apprend souvent le maniement de la tradition, la connaissance, la vie en forêt. « A un moment, on laisse l'initié aller chercher la lumière. Une fois qu'il l'a obtenu, on le ramène dans la ville où se trouvent les femmes. Car, à la base, il y a une séparation entre les hommes et les femmes ».

Composé de raphia et arborant les couleurs divinatoires, à savoir le

rouge, le blanc et le noir, le masque Okuyi accompagne, entre autres, les funérailles, les retraits de deuil ou même d'autres cérémonies de jouissance. « Par exemple, quand on perd un monarque au sein de la tribu, Okuyi sort pour venir rendre hommage et dire les derniers adieux, afin d'ouvrir la porte des ancêtres au défunt pour un bon accueil dans le royaume des aïeux ».

Notons que selon la tradition Myènè, la profondeur de la connaissance du masque Okuyi demeure l'apanage des initiés. Et pour sa majesté, il était très important que ce masque figure parmi les œuvres d'art que regorge la galerie-musée du Bassin du Congo.

Merveille Atipo

PONTON AWARDS 2021

La 2^e édition va se tenir le 25 septembre

La soirée du mérite ponténégrin dénommée Ponton Awards va avoir lieu, le 25 septembre, à Pointe-Noire, a annoncé Gildas Bakala, président directeur général de l'agence Prescom Media, organisatrice de l'événement, au cours d'une conférence de presse animée le 13 août en compagnie d'Armand Kani Okoko, le président du jury.

Les Ponton Awards récompensent les personnes physiques et morales évoluant à Pointe-Noire et qui se distinguent dans leurs domaines respectifs. A travers cette activité, les organisateurs veulent mettre en valeur les Ponténégrins méritants, passionnés et talentueux dans leurs domaines qui ont des idées novatrices et un impact social.

Avec pour crédo « Vos actions ne seront plus ignorées », les Ponton awards plébiscitent les lauréats dans cinq catégories, à savoir l'excellence entrepreneuriale (idées novatrices, impact social, passion), l'engagement jeunesse (implication dans l'orientation et la formation de la jeunesse, participation au développement), l'excellence sport (idées novatrices, impact social, passion), modèle artistique (influence positive, orientation éducative, création). En raison du manque d'activités dû à la covid-19, aucune société ou entité ne va être primée cette année dans la catégorie Société culturelle, a précisé

Gildas Bakala. L'impartialité et le mérite sont les principaux critères qui vont guider les membres du jury dans leur choix, a ajouté Armand Kani Okoko, entrepreneur, qui va travailler aux côtés de Venance Alexis Gomes, Dr Christian Boungou, Michel Note Agathon, Pascaline Kabré, tous entrepreneurs aguerris, et les autres membres du jury dont l'intégrité ne se dément plus sur la place de Pointe-Noire, a renchéri Gildas Bakala.

Comme l'année dernière, le public va participer aux votes qui vont se faire exclusivement par un numéro Whatsapp : 05 663 63 63. Des votes qui commencent ce 16 août avec la présentation des nominés et vont prendre fin un mois plus tard. En partenariat avec les médias locaux, les différents participants aux Ponton Awards, qui ont fait acte de candidatures, vont être présentés régulièrement pour permettre au public de faire un choix judicieux le cas échéant. Des lauréats distingués vont recevoir, en plus du trophée et du di-

plôme, divers dons offerts par les partenaires et sponsors de l'événement. Selon Gildas Bakala, le 20 septembre, soit cinq jours avant la cérémonie officielle des distinctions, le public va découvrir les différents nominés au cours d'une soirée pendant laquelle va être projetée une vidéo en lien avec l'événement et d'autres surprises qui vont l'accompagner.

Signalons que les lauréats de la première édition de Ponton awards, distingués le 15 août 2020, ont pour noms : Adriana Talansi, styliste, créatrice de mode en catégorie modèles artistiques, Kriss Brochec, e-consultante, formatrice Ceo de l'Amid en catégorie engagement jeunesse, la société Cowbell, comme meilleure société culturelle, Emmanuel Nketé, entrepreneur culturel, créateur du magazine «Jeunes émergents» en catégorie excellence entrepreneuriat, Achley Moi-Bayonne, fondateur de l'association Génération dorée en excellence sport.

Hervé Brice Mampouya

HUMEUR

Quand des écoliers foulent aux pieds l'éducation morale !

Des scènes et spectacles auxquels nous assistons aujourd'hui, du genre bagarre rangée entre élèves de telle ou telle autre école lors des périodes scolaires, ou quelques casses à moindre mécontentement sportif, traduisent bien un déficit d'éducation morale et d'instruction civique chez nos jeunes enfants. Et cela pousse de nombreux parents à se souvenir des décennies 1970 et 1980 au cours desquelles, la morale était le leitmotiv des pionniers.

L'éducation morale et l'instruction civique ne sont plus perçues par des jeunes apprenants d'aujourd'hui comme un style de vie pouvant guider leur comportement individuel et/ou social mais plutôt une matière dont l'objectif essentiel est selon eux d'augmenter leur moyenne mensuelle, trimestrielle voire annuelle. Les préceptes de ces enseignements sont retenus et récités de façon mécanique par ces élèves, mais leur mise en application pose problème. Il n'est pas rare aujourd'hui de voir un gamin du CM2 ravir une chaise à son supérieur pour qu'il s'assève ou même d'insulter sans gêne aucune un parent.

A l'époque, la morale enseignée à l'école créait un comportement chez tout apprenant et la traduction sur des faits de ces principes était bien visible. Il y avait, entre autres, le respect de la nature, des biens d'autrui et publics. L'apprenant ne disait que la vérité et devait se dévouer pour son pays, respecter ses parents, ses amis, bref toute personne qu'il croisait sur son chemin. Il devait œuvrer en toute circonstance pour le bien-être de ses compatriotes et être discipliné, travailler tout en promouvant des idées de paix. Alors n'est-ce pas là des bonnes matières tant recherchées mais qui tendent à s'effacer dans la mentalité du jeune élève d'aujourd'hui ?

Quelles sont les vraies raisons qui poussent les élèves à ne pas respecter les principes moraux ? ». Comment comprendre qu'un enfant qui insulte, au lieu d'être vilipendé, est porté en triomphe pendant que l'assistance se moque de la personne insultée ? Bizarre ! De la même manière, un élève qui tout temps est traduit en conseil de discipline, mais curieusement, c'est ce même élève qui a des meilleures notes en conduite. Ce sont là quelques raisons qui font « grossir » la sale tête des élèves aujourd'hui. Surtout la disparition totale de la chicotte à l'école a laissé un vide regrettable. L'élève fait tout au vu et au su de l'éducateur-moralisateur.

N'est-il pas souhaitable que la discipline, avec toute sa rigueur, renaisse à l'école non pas seulement dans sa partie docimologique mais aussi et surtout dans son côté punitif ? Que l'école, la famille, l'église et toutes les autres sphères de la société s'impliquent dans ces enseignements moraux !

Faustin Akono

SER.VAL.COO. BATIMENTS

Entreprise de construction de bâtiments

Architecture-Maçonnerie-Béton armé

Manager : maître Serval Ndokou Gona

Tél/Watsshap : 05 5 89 49 09 / 06 850 74 64



15/08/21-DCRP/PAPN-CG

Bonne Fête de l'Indépendance



www.papn-cg.org



FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Le chef de l'Etat appelle au changement des mentalités

Lors de son message à la nation, délivré la veille de la célébration, hier 15 août, de la fête de l'indépendance, le président de la République a réitéré son vœu de voir le Congo gagner le pari de l'autosuffisance alimentaire, à travers l'investissement de tous dans les activités agricoles.

Notant que sous la colonisation, et même après l'indépendance, l'agriculture était toujours reléguée en arrière-plan, les Congolais se passionnant tous pour « des emplois de bureau », Denis Sassou N'Guesso a appelé au « changement des mentalités » en faveur d'« une véritable révolution agricole ». Sur ce point, le chef de l'Etat a particulièrement interpellé les jeunes afin qu'ils se mettent au service du développement économique et social du pays. Le président de la République a par ailleurs évoqué la crise économique et financière saluant au passage la capacité de résilience des Congolais face aux effets conjugués de celle-ci. Il a loué les vertus du dialogue, de la tolérance et du vivre ensemble en considérant que « *Le Congo, notre patrimoine commun, ne sera en définitive que le résultat de notre engagement collectif dans l'édification de notre nation* ».

Les Dépêches de Brazzaville

Message à la nation de son excellence M. le président de la République, chef de l'État à l'occasion du 61^e anniversaire de l'indépendance

Mes chers compatriotes ;

Voici 61 ans que notre pays, la République du Congo, célèbre son indépendance et magnifie, le 15 août de chaque année, notre lutte pour la liberté, la justice.

Un tel parcours impose un devoir de mémoire à l'égard des pères de l'indépendance qui avaient résolument entrepris la marche pour l'accession du Congo à la souveraineté internationale.

En cet instant solennel, je voudrais adresser mes vives félicitations à notre peuple qui œuvre inlassablement à l'approfondissement de l'unité nationale, au raffermissement de la cohésion sociale et à la consolidation de la paix.

Que les forces vives de la Nation, en l'occurrence les organisations de la société civile, les partis politiques, les confessions religieuses, trouvent ici la réaffirmation de notre engagement indéfectible en faveur du dialogue constructif, de la tolérance et du vivre ensemble congolais.

C'est aussi l'occasion de rendre honneur et un hommage appuyé à la force publique qui veille et sauvegarde, chaque jour, l'expression intangible et renouvelée de notre souveraineté.

Mes chers compatriotes ;

Nous célébrons les 61 ans de notre indépendance, sans grande solennité, dans un contexte marqué par la pandémie de Covid-19.

Face à cette grave crise sanitaire, sans accompagnement financier extérieur conséquent, nonobstant des appuis en équipements et en médicaments en provenance de quelques pays amis, notre peuple fait preuve de résilience

remarquable.

Ce sursaut national constitue, jusqu'à ce jour, un véritable rempart pour nos populations contre ce péril extrêmement meurtrier.

Au plan mondial, la vaccination contre le coronavirus constitue désormais la pierre angulaire de la riposte à la pandémie. Notre pays ne peut se placer en marge de cette dynamique planétaire.

Dans cette optique, il importe d'imprimer une impulsion plus forte aux campagnes de sensibilisation, en vue d'une adhésion plus massive de nos populations à la vaccination anti-Covid-19.

Il nous faut parvenir à l'immunité collective, seule voie de salut, à l'heure actuelle, devant le coronavirus, tout en persévérant dans l'observation stricte des mesures de prévention, notamment dans les villes de Brazzaville et Pointe-Noire, épicentres de ce fléau dans notre pays.

Mes chers compatriotes ;

A la dimension de l'être humain, 61 ans renvoient souvent à l'accomplissement de soi, en fait au début du troisième âge. Devant l'éternité du temps, 61 ans ne sont, en réalité, qu'une goutte d'eau dans l'immensité océane.

61 ans après son accession à l'indépendance, le Congo assume désormais l'étape de la construction de l'Etat, de l'affirmation de la Nation et de la modernisation de notre pays.

Au regard de ce contexte national en rapide mutation, je convie l'ensemble de notre peuple à une réelle introspection, pour projeter les paliers de nos avancées futures sur le chemin du développement.

A ce propos, notre projet de so-

ciété « Ensemble, poursuivons la marche », largement plébiscité lors du scrutin présidentiel des 17 et 21 mars 2021, nous offre les leviers nécessaires pour répondre aux attentes légitimes du peuple.

Le décor est à présent planté en vue de la concrétisation de nos ambitions pour le Congo.

Le collectif budgétaire, récemment adopté par le Parlement, participe de notre volonté d'ajuster et harmoniser nos priorités de développement avec les financements disponibles.

Ainsi, au regard des atouts de notre pays, telles la grande disponibilité en terres arables, la pluviométrie abondante, la densité et la régularité du réseau hydrographique, la main-d'œuvre jeune et suffisante. L'agriculture au sens large devrait emporter la conviction de notre peuple, comme vecteur structurant de la diversification de l'économie nationale.

Pour un secteur agricole performant, un changement de paradigme, qui consacre l'évolution effective de l'état d'esprit et des mentalités au sein des populations, s'avère nécessaire, notamment de la jeunesse.

En effet, les options prises et les efforts déployés pour parvenir à un secteur agricole au diapason des objectifs visés, notamment en termes d'autosuffisance alimentaire, ont été souvent entravés par le peu d'intérêt des populations vis-à-vis de l'agriculture.

Au Congo, sous l'ère coloniale ou même après l'indépendance, l'agriculture était toujours reléguée en arrière-plan. Les travaux agricoles n'attiraient guère les jeunes qui se passionnaient plutôt pour les emplois de bureau, de préférence dans les rangs de la fonction publique, au point

de contribuer, de manière continue, à l'amplification de la dépendance alimentaire de notre pays.

C'est pourquoi, face à ce travers de l'histoire, j'en appelle à un changement de mentalités en vue de la mobilisation de notre population, particulièrement de la jeunesse, pour un engagement irréversible dans la voie d'une véritable révolution agricole, au service du développement économique et social de notre pays.

Dans cet ordre, le Plan national de développement 2022-2026 concentrera les ressources d'investissement au financement des projets qui concourent à la diversification économique. Il s'agit prioritairement de l'agriculture, de l'industrie, des nouvelles technologies de la communication, des zones économiques spéciales, du tourisme, de l'entretien routier.

Mes chers compatriotes ;

L'espoir est donc permis. Le Congo enregistre actuellement un redressement progressif de son secteur hors pétrole. Le niveau de récession économique, estimé à environ -5% en 2020, s'établira autour de -1% à la fin de cette année.

Notre pays poursuit sa marche en faisant face, avec détermination, aux défis de son développement.

Pourtant, notre action ne pourra prospérer et atteindre les objectifs visés que dans la Paix, le Dialogue et le Travail bien fait.

Le Congo, notre patrimoine commun, ne sera, en définitive, que le résultat de notre engagement collectif dans l'édification de notre Nation.

Bonne Fête de l'indépendance à tous !

Vive la République !

Vive le Congo !

RÉFLEXION

Un pas en avant décisif

Tout bien réfléchi et sans attendre que la suite de l'histoire confirme ce jugement, nous osons dire ici même que la pandémie du coronavirus, qui est pourtant loin, très loin d'être vaincue, aura au moins cette conséquence positive de placer enfin au cœur des activités humaines, la défense de la nature ainsi que l'exploitation raisonnable des immenses ressources que la terre, le sol, les étangs, les forêts, les rivières, les mers, les océans du globe renferment. Une réalité bien concrète qui s'est trouvée pendant des millénaires au cœur des préoccupations humaines sur les cinq continents et qui a permis l'émergence de notre espèce, mais que l'ère industrielle a relégué au second plan de ces mêmes préoccupations avec, comme conséquence, la dégradation accélérée de notre environnement depuis le début du siècle précédent.

Qu'est-ce qui justifie, dira-t-on, un jugement aussi positif alors que l'espèce humaine se trouve aujourd'hui confrontée à un dérèglement climatique dont elle est entièrement responsable et qui menace lui-même désormais très directement sa survie ? Réponse à cette question : c'est la prise de conscience par tous les peuples de la Terre du fait que la nature les entourant ne saurait continuer de se détériorer sans provoquer à plus ou moins brève échéance leur disparition alors que, bien au contraire, sa protection affirmée les mettra à l'abri de ce désastre programmé. Une prise de conscience collective que l'explosion planétaire de la covid 19 et de ses multiples variants a fortement accélérée ces derniers mois en démontrant que le monde dans lequel nous vivons ne comporte plus aucune barrière contre les maux qui menacent l'humanité dans son ensemble.

L'observation attentive de l'actualité montre qu'à l'approche de la vingt-sixième Conférence sur le climat (COP 26), qui se tiendra comme chacun le sait à Glasgow, au début du mois de novembre, se met en place sur toute l'étendue de la planète une mobilisation jamais vue des opinions publiques dans les rues, sur les places publiques et sur les réseaux sociaux que les grands médias se font un devoir de relayer et qui, de ce fait, prend une ampleur inédite. Avec, au cœur de ce vaste mouvement, la montée d'inquiétudes très justifiées concernant les crises sociales que provoqueront inévitablement la sécheresse, la hausse des températures, la multiplication des tornades et autres crises dévastatrices dont l'humanité tout entière paiera le prix fort. Et aussi, bien sûr, la redécouverte par la plupart des humains que finalement seule la protection de la nature et l'exploitation raisonnable

des ressources de la planète pourront les mettre à l'abri des désastres annoncés.

Même si rien n'est encore prouvé ni garanti, il est plus que probable que la menace mortelle que portent en elles les pandémies présentes et à venir ouvriront les yeux de l'espèce humaine sur les risques que génère la suractivité industrielle si celle-ci n'est pas ajustée afin de combattre les menaces mortelles qu'elle porte en elle. Emanant de la base même de la société, la prise de conscience collective qui se dessine sur les cinq continents finira très vite par s'imposer aux Etats et à leurs dirigeants qui, jusqu'à présent, ne s'en préoccupaient guère.

Conclusion de tout ceci : le meilleur pourrait bien sortir du pire. Parole de rêveur !

Jean-Paul Pigasse